

Le nouveau paradigme de la violence (Partie 1)

Michel WIEVIORKA*

La violence n'est pas la même d'une période à une autre. En ce sens, l'historien Charles Tilly apporte un éclairage utile lorsqu'il propose de caractériser chaque grande époque historique qu'il étudie par son " répertoire " spécifique des formes de l'action, et plus particulièrement de la violence [1]. Or précisément, les transformations récentes, depuis les années soixante et soixante-dix, sont si considérables qu'elles justifient d'explorer l'idée de l'entrée dans une ère nouvelle, et, de là, celle d'un paradigme nouveau de la violence, qui caractériserait le monde contemporain. Qu'il s'agisse des manifestations tangibles du phénomène, des représentations qui en circulent, ou de la façon dont les sciences sociales l'abordent, de si profonds changements sont en effet en jeu qu'il est légitime de mettre l'accent sur les inflexions et les ruptures de la violence, plus que sur des continuités qu'il n'est pas question pour autant de sous-estimer. Ajoutons qu'en laissant de côté, comme nous le ferons ici, la question du perfectionnement technologique et scientifique dans le domaine des armes, nous nous privons d'éléments qui vont certainement dans le sens de l'idée d'un nouveau paradigme [2].

Changements

De nouvelles significations

La violence, aujourd'hui, s'est fortement renouvelée dans les significations de ses expressions les plus concrètes, et nous insisterons ici, pour l'essentiel, sur les changements qui l'informent depuis la fin des années soixante. Une perspective inscrite dans la plus longue durée, prenant par exemple pour période de référence le siècle écoulé, ne mettrait vraisemblablement pas en défaut l'hypothèse d'un nouveau paradigme que nous allons examiner ; elle suggérerait simplement, peut-être, que parmi les significations les plus décisives d'aujourd'hui, quelques-unes ressemblent à celles qui ont caractérisé l'entrée dans l'ère industrielle, lorsque les classes contestataires naissantes étaient surtout perçues comme des classes dangereuses ou que, dans un pays comme la France, des phénomènes de bandes et des conduites de violence juvénile imputées aux " Apaches " défrayaient la chronique [3] et étaient traités par la presse en des termes qui font penser à ce qui se dit aujourd'hui des jeunes en colère dans les quartiers de relégation.

Importants dans les années soixante-dix et encore quatre-vingt, la violence politique et le terrorisme d'extrême-gauche, liés à la longue déstructuration des idéologies, des régimes et des partis d'inspiration marxiste-léniniste, ainsi qu'à un refus de plus en plus artificiel de percevoir le déclin historique du mouvement ouvrier, ont partout régressé ; Action Directe, Brigades Rouges, Cellules Révolutionnaires, Fraction Armée Rouge, etc., ce type d'organisation est à peu près partout dans le monde épuisé, presque liquidé historiquement - ce qui ne veut pas dire qu'il faut exclure, à l'avenir, le retour d'idéologies marxistes-léninistes et de violences s'en inspirant, comme on le voit déjà aujourd'hui au Mexique, où la guérilla de l'EPR (Ejército Popular Revolucionario) s'inscrit dans des orientations qui font à bien des égards penser aux années soixante ou soixante-dix. Presque symétriquement, la violence d'extrême-droite, animée par des projets de prise du pouvoir d'Etat, a elle aussi régressé, souvent remplacée par des conduites qui visent non plus à assurer à leurs acteurs le contrôle de l'Etat, mais à l'inverse, à tenir l'Etat à distance de pratiques privées. L'expérience italienne est ici un cas spectaculaire. Dans les années soixante-dix et jusqu'au milieu des années quatre-vingt, les terrorismes d'extrême-gauche et d'extrême-droite voulaient dans ce pays, l'un en finir avec l'"Etat impérialiste des multinationales", l'autre créer le climat favorable à un coup d'Etat à l'aide d'une "stratégie de la tension". Depuis, les violences majeures contre l'Etat ont été avant tout destinées à protéger les activités économiques privées de groupes mafieux.

A partir des années cinquante, des luttes de libération nationale, éventuellement associées à des orientations marxistes-léninistes et pouvant prendre l'allure d'une guérilla ont souvent donné naissance à de nouveaux régimes et de nouveaux Etats ; leur violence n'est plus aujourd'hui aussi importante, à l'échelle de la planète, que dans les années cinquante à soixante-dix, même si certaines d'entre elles se perpétuent, par exemple en Europe avec les expériences basque ou d'Irlande du nord, ou bien au Moyen Orient, avec le mouvement palestinien, et si d'autres se sont affirmées récemment, notamment en Tchétchénie. Ce constat ne veut pas dire qu'on assiste à la dissolution des liens associant éventuellement violence et nation, car ceux-ci peuvent revêtir d'autres significations que celles qu'implique le thème de la libération nationale. En effet, le nationalisme, y compris au coeur des pays les plus puissants, constitue un phénomène contemporain majeur, souvent lié à une thématique d'extrême-droite, mais moins directement lié à des expressions caractérisées de violence que ce que suggère le discours spontané : en Europe tout au moins, le national-populisme et la montée en force des droites radicales sont des

phénomènes qui dans l'ensemble ne s'accompagnent guère de violence, tout simplement parce que celle-ci, même si elle peut surgir ça et là, est vite contradictoire avec la respectabilité qu'appelle un projet d'accès au pouvoir par la voie électorale. La violence nationaliste, de ce point de vue, est limitée, souvent plus ethnique, voire raciale, que proprement nationaliste, et associée non pas tant à l'idée d'assurer la libération d'une nation, qu'au souci de la protéger de menaces extérieures et de la purger de tout ce qui entacherait son homogénéité. Hier, force considérable d'émancipation, l'idée de nation s'associe aujourd'hui non pas tant à des conduites violentes qu'à des idéologies réactives portées par des communautés ou par certains de leurs segments soucieux de fermeture économique et de pureté culturelle, voire raciale [4].

Le déclin du mouvement ouvrier et la perte de centralité des rapports de production industriels rendent improbables l'idée d'un lien entre d'importantes violences sociales et l'insertion de leurs acteurs dans un conflit structurel de classe, au sens habituel de l'expression. Ce n'est plus la lutte contre l'exploitation, le soulèvement contre un adversaire qui entretient avec les acteurs une relation de domination, mais plutôt le non-rapport social, l'absence de relation conflictuelle, l'exclusion sociale, éventuellement lestée de mépris culturel ou racial, qui alimentent aujourd'hui partout dans le monde, y compris en Europe occidentale, des conduites émeutières ou une violence sociale plus diffuse, portée par la rage et les frustrations. Dans ce contexte, la violence n'est pas seulement un ensemble de pratiques objectives ; elle est aussi une représentation, un attribut que par exemple des groupes, parmi les plus aisés, affectent éventuellement, et de manière plus ou moins fantasmatique, à d'autres groupes, généralement parmi les plus démunis.

Enfin, l'élément le plus spectaculaire du renouveau de la violence aujourd'hui est donné par la montée en puissance des références de ses protagonistes à une identité ethnique ou religieuse. Celles-ci constituent une ressource culturelle éventuellement mobilisée de manière violente à des fins politiques, elles alimentent parfois aussi une barbarie homicide allant aux extrêmes, bien au-delà d'enjeux simplement politiques. De telles références, lorsqu'elles sont effectivement portées par des acteurs, et non pas imputées abusivement par les médias ou l'opinion à des conduites qui n'ont en réalité rien à voir avec elles, peuvent avoir l'allure de résurgences, comme si l'espace de violences traditionnelles, ou classiques, ne faisait que s'élargir sous l'effet de conditions favorables. En fait, malgré une allure effectivement traditionnelle, voire fondamentaliste, ce sont des

constructions historiques souvent récentes, qui n'ont rien de naturel, et que Jean-François Bayart analyse bien lorsqu'il explique qu'elles relèvent pour l'essentiel de la stratégie rationnelle d'une part, de rêves et de cauchemars d'autre part, " auxquels nous adhérons parce qu'ils nous enchantent ou nous terrorisent " [5].

Les identités constituent pour l'essentiel une nouveauté, elles sont produites bien plus que reproduites, invention plus que tradition, et Jean Baudrillard a raison d'affirmer qu' "au lieu de déplorer la résurgence d'une violence atavique, il faut voir que c'est notre modernité elle-même, notre hypermodernité, qui produit ce type de violence et ces effets spéciaux dont le terrorisme fait partie lui aussi " [6].

Perceptions et représentations

La violence change aussi si l'on considère non plus le phénomène dans ce qu'il présente de plus concret, de plus objectif, mais dans les perceptions qui en circulent, dans les représentations qui la décrivent. Au sein des pays occidentaux, à commencer par la France, la violence subjective, telle qu'elle est ressentie, présente pour première caractéristique fondamentale, de sembler aujourd'hui avoir perdu toute légitimité dans l'espace politique, ou presque, au point de signifier le mal absolu ; elle est ce que la société, unanime, doit absolument proscrire et combattre, en son sein comme en dehors. Dans les années soixante et soixante-dix, la violence pouvait encore être justifiée ou comprise par des intellectuels, eux-mêmes éventuellement inscrits dans une lignée révolutionnaire, anarchiste ou encore marxiste-léniniste, elle pouvait être théorisée ou soutenue avec une certaine adhésion, et être tolérée dans la sphère politique. Les uns admiraient les guérillas, et faisaient du " Che " leur héros, d'autres exaltaient plutôt la violence sociale, ou s'efforçaient de la susciter et de l'animer. La pensée de Frantz Fanon, centrée sur l'expérience coloniale apportait à l'idée de rupture violente une théorisation que Jean-Paul Sartre radicalisait dans sa préface célèbre au livre *Les damnés de la terre* [7] - le même Sartre qui, quelques années plus tard, encourageait sur les chemins d'une action violente les " maoïstes " avec qui il débattait [8]. Quelques-unes des réactions au moment de la révolution iranienne, saluée par exemple en France par Michel Foucault, constituent peut-être une ultime expression de ces courants d'opinion et de ces sympathies politiques et intellectuelles à l'égard de processus et d'acteurs ayant recours à la violence et bénéficiant d'une légitimité d'autant plus grande qu'il s'agissait d'apporter une réponse, au demeurant le plus souvent limitée, aux atrocités et aux abus

commis par un pouvoir dictatorial ou autoritaire, du type, par exemple, de ceux qui caractérisèrent l'Amérique latine jusque dans les années quatre-vingt. Depuis lors, la zone intellectuelle et politique où la violence pourrait faire l'objet de prises de position compréhensives, voire ouvertes, s'est singulièrement rétrécie, le phénomène est nécessairement la marque de ce qu'il faut refuser, et le consensus est très large. Il n'y a aucun grand débat philosophique, moral, ou éthique au sujet de la violence, et si des voix se font entendre depuis la " société civile " pour demander à l'Etat de faire usage à l'étranger de sa force, par exemple dans des situations dramatiques du point de vue des droits de l'homme, c'est dans une perspective humanitaire, éventuellement combinée à la cause écologiste, en des termes où toute référence positive à la violence est bannie. Les intellectuels, dans un monde qui n'est plus structuré à partir de la bipolarité Est-Ouest, dans des sociétés où le principe de division et de conflit qu'apportaient les rapports de production industrielle est devenu secondaire, confrontés à des identités nationales ou religieuses dont ils répugnent à soutenir les combats, ont dans l'ensemble pris leurs distances par rapport à toute idée de violence. Ce phénomène vaut peut-être moins pour les significations infrapolitiques de la violence, lorsqu'elle est portée par exemple par des jeunes en colère, que pour ses dimensions proprement politiques, il est peut-être moins tranché lorsque la violence peut être associée aux carences ou à la crise du système, et plus net en ce qui concerne la violence visant l'Etat et le pouvoir comme tels.

Ces changements ont partout une implication facile à observer : faute de débat, faute d'acteurs politiques ou intellectuels capables de rompre le consensus relatif à la violence, celle-ci est nécessairement l'objet de perceptions et de représentations qui fonctionnent par excès et par défaut.

Par excès : l'altérité, la différence culturelle, religieuse ou autre sont l'objet de fantasmes et de peurs, les acteurs qui sont supposés les incarner sont susceptibles d'être diabolisés, au point qu'il leur est couramment imputé une violence virtuelle qui serait presque naturelle, essentielle, alors qu'en réalité ils en sont fort éloignés, si tant est qu'elle existe. C'est le cas notamment, dans les pays qui la reçoivent, avec l'immigration, puisque les immigrés sont souvent traités comme des " races dangereuses " ; c'est le cas également, qui éventuellement prolonge le précédent, avec la religion, à commencer par l'islam, couramment assimilé à l'islamisme. Ce dernier est souvent effectivement associé à des violences extrêmes, pouvant aller jusqu'au martyrisme mortifère des " bassidji " iraniens par exemple, si bien

étudiés par Farhad Khosrokhavar [9] ; mais il est aussi l'objet de soupçons qui témoignent éventuellement de l'aveuglement général d'une société sur elle-même. Ainsi, l'attentat d'Oklahoma City aux Etats-Unis (19 avril 1995, 168 morts, plusieurs dizaines de blessés) fut d'abord attribué massivement au terrorisme islamiste (qui avait récemment frappé à New York), avant que le pays, stupéfait, en découvre les auteurs, deux anciens militaires américains d'idéologie d'extrême-droite.

Par défaut : la violence, dans la mesure où elle s'inscrit dans le prolongement de problèmes sociaux classiques, ou qu'elle ne met pas en cause les modalités les plus fondamentales de la domination, est susceptible d'être niée ou banalisée. C'est ainsi, pour continuer avec l'exemple des Etats-Unis, que non seulement ce pays a peine à reconnaître sa violence interne contemporaine, mais a dû attendre les années soixante pour accepter de se pencher sérieusement sur certaines des pages les plus violentes de son histoire [10] ; de même en France, les violences sociales des petits commerçants ou des agriculteurs, figures solidement installées à une place tout à fait respectable au coeur de l'imaginaire national, sont minimisées par rapport notamment à celles qui se jouent dans les quartiers de relégation, et qui sont elles l'objet d'une dramatisation et d'une amplification médiatique considérable, et éventuellement fantasmatique, sans base tangible. De même encore, il a fallu plusieurs années, toujours en France, pour que soit acceptée l'idée d'un lien entre le sentiment d'insécurité, puissant dans ce pays dès la fin des années soixante-dix, et la violence objectivement croissante de la criminalité, de la délinquance et surtout des petites incivilités : cette idée heurtait trop la sensibilité politique qui venait d'accéder aux affaires avec la première élection présidentielle de François Mitterrand (1981) pour pouvoir trouver un large espace, elle semblait trop liée aux représentations et au discours sécuritaire de la droite pour pouvoir être acceptée, et même entendue à gauche.

Non seulement la violence n'a guère aujourd'hui de légitimité dans l'espace public des démocraties occidentales, dans leurs débats politiques et intellectuels, dans leur capacité aussi à s'engager dans des interventions armées qui risqueraient de faire des morts de leur côté, mais de plus, il peut arriver qu'elle tienne lieu de mode de pensée général pour appréhender aussi bien la vie sociale que les relations internationales. Elle constitue alors une catégorie bien plus centrale qu'auparavant pour penser le dedans et le dehors, la société et son environnement. Le cas de la France est ici impressionnant, et peut-être même exceptionnel, puisque la violence y envahit les médias

et l'opinion publique, qu'il s'agisse des banlieues et des quartiers de relégation, de l'école publique, des transports en commun, des incivilités qui nourrissent pour l'essentiel le sentiment d'insécurité, ou du terrorisme islamiste, dont les expressions les plus récentes permettent de fondre en un même sentiment l'image d'une menace intérieure, sociale, juvénile et urbaine, et celle d'une menace venue du dehors, religieuse et arabe [11].

Il est possible qu'à l'avenir se rouvre l'espace d'une légitimité politique et intellectuelle de la violence, comme le suggère, encore très modestement, l'image de martyr qui caractérise désormais dans certains quartiers de relégation, Khaled Kelkal, un des protagonistes du terrorisme de l'été 1995 en France. De plus, comme nous le verrons plus loin, certaines violences sociales, celles d'agriculteurs en colère par exemple, sont à peine perçues comme telles, et bénéficient d'une large compréhension dans l'opinion publique. Par ailleurs, la remontée en puissance de courants de gauche protestataire, et la mise en forme intellectuelle qui va de pair, néo-gauchiste, sinon néo-marxiste, qui s'ébauchent dans certains pays, à commencer par la France, pourraient contribuer, là encore, à la réinvention de thématiques ouvertes à l'idée que la violence révolutionnaire, accoucheuse de l'histoire, apporte un mode de résolution des contradictions supposées être au cœur du système social. Enfin, et surtout, les perceptions et les représentations de la violence, évoquées ici surtout du point de vue de la France, changent considérablement d'une société à une autre, comme on le voit par exemple dans des pays où elle est tolérée ou supportée, perçue à la limite comme inscrite dans le fonctionnement normal de la société. Il en est ainsi, par exemple, du Brésil ou de la Russie. Mais dans l'ensemble, nous sommes bien éloignés des débats des années soixante et soixante-dix.

Les sciences sociales face à la violence

Enfin, la violence change si l'on considère les modes d'approche qui, pour l'appréhender dans les sciences sociales, ne peuvent plus être ceux des années antérieures.

Il existe divers raisonnements susceptibles d'apporter des outils de compréhension pour la violence, diverses traditions sociologiques, et on peut même considérer qu'il n'y a pas de théorie générale qui ne soit capable d'apporter son éclairage spécifique à la violence. Mais s'il est possible de présenter les principaux modes d'approche de la violence [12], d'indiquer pour chacun son apport et ses limites, et de réfléchir aux possibilités qu'il y a de cumuler les connaissances, et

donc d'intégrer les diverses propositions disponibles dans des théories complexes, il est peut-être plus intéressant encore de voir comment, selon les époques, certaines idées exercent une influence ou ont un impact prédominant.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, il y eut un moment le rêve de construire une approche totale de la violence, intégrant l'apport de toutes les disciplines des sciences sociales, ou humaines, psychologie, anthropologie, histoire, ce qui devait permettre d'aller de l'individu et de sa psychologie, jusqu'aux relations internationales - ce fut le projet de l'UNESCO, dont Pierre Hassner s'est fait récemment l'écho [13], et qui devait donc assurer la compréhension, dans un même effort général, aussi bien des conflits entre père et fils, que des tensions naissantes de la guerre froide. Projet qui fut un échec. Et, si plusieurs raisonnements peuvent être repérés pour l'époque, les plus influents dans les années cinquante puis soixante oscillaient entre deux points de vue, éventuellement combinés. D'une part, la violence était liée à la notion de conflit ; et d'autre part, elle était associée à l'image de la crise, et analysée alors comme la conséquence ou la manifestation d'un état plus ou moins pathologique du système considéré, par exemple du système social. Traiter de la violence, en effet, consistait ou bien à considérer qu'elle avait sa place dans les calculs et les stratégies des acteurs partie prenante d'un conflit, ou bien à admettre qu'elle venait traduire une insuffisante intégration des acteurs dans un système.

Dans le premier cas, la violence relevait d'interactions entre acteurs capables d'en user sur un mode instrumental ; elle pouvait être pensée dans le contexte de modes d'approche faisant appel à la théorie des jeux, ou à celle des ensembles organisés. Dans cette perspective, elle était un élément virtuel ou actuel dans le fonctionnement et les transformations de systèmes sociétaux ou intersociétaux, ce qu'illustrent bien les idées de Thomas Schelling [14] qui exercèrent une influence considérable, donnant une grande importance à la rationalité des acteurs, et au fait que leurs décisions, y compris celle d'user de la violence, sont interdépendantes.

Dans le deuxième cas, la violence était largement pensée dans le cadre d'un néo-fonctionnalisme pour lequel elle venait traduire des dysfonctionnements, des carences, et leurs conséquences sur les acteurs, en termes de frustration relative par exemple [15]. Et pour certains chercheurs, ces carences et dysfonctionnements concernaient le conflit, la capacité des acteurs à fonctionner sur le mode du conflit, pensé comme nécessaire à l'intégration de la société, ou de tout

système de relations internationales. L'idée était ici, comme le rappelle opportunément Pierre Hassner, que " les conflits peuvent, dans une certaine mesure, contribuer à l'intégration des systèmes ou organisations, et que l'intégration insuffisante de celles-ci peut être une source des conflits et de leur chute dans la violence " [16].

Ce qui nous met en face de deux idées plus opposées que complémentaires. La première est que la violence peut s'inscrire, sur un mode avant tout instrumental, dans des relations, et relever de la communication et du rapport entre acteurs ; la seconde est qu'elle peut venir traduire au contraire un déficit ou des difficultés dans les relations, la communication, le fonctionnement du rapport entre acteurs, ce qui fait qu'elle fonctionne alors surtout de manière expressive. Mais, il faut aussitôt ajouter deux remarques. La première est que la violence instrumentale peut être utilisée par un acteur pour tenter de pénétrer à l'intérieur d'un système de relations institutionnalisées - c'est là l'idée la plus centrale de la théorie dite de la mobilisation des ressources, à laquelle les noms de Charles Tilly et d'Anthony Oberschall sont particulièrement attachés [17], et dont l'influence a été considérable dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Et la deuxième remarque est que même à l'intérieur d'une relation structurelle ou systémique, le propre de la violence est d'avoir toujours une dimension qui déborde le cadre de la seule rationalité instrumentale, une dimension qu'on pourra appeler (un peu rapidement sans doute) irrationnelle, spontanée, ou expressive, et qui va au-delà du conflit - ce que percevait déjà Karl von Clausewitz lorsqu'il définissait la guerre comme " une étrange trinité composée de la violence originelle de son élément qu'il faut considérer comme une pulsion naturelle aveugle, du jeu de la probabilité et du hasard qui en font une libre activité de l'âme, et de la nature subordonnée d'un instrument politique, par quoi elle ressortit au pur entendement " [18].

Pour prendre la mesure des principaux changements théoriques relatifs à l'analyse de la violence par les sciences sociales, le mieux est de considérer le chemin parcouru depuis l'époque où le phénomène pouvait être massivement et directement référé à des conflits, à leur fonctionnement ou à leur dysfonctionnements, ou à une crise. Aujourd'hui, l'analyse insiste de plus en plus sur deux types d'idées, sur lesquelles nous reviendrons, que résument des expressions comme individualisme, sujet, subjectivation d'un côté, éclatement, chaos, décomposition d'un autre côté. Ces idées suggèrent toutes un très grand éloignement par rapport aux deux notions, de conflit et de crise. La violence continue certes à être pensée dans des catégories où l'opposition entre instrumentalité et expressivité trouve sa place, mais

ni son éventuelle instrumentalité, ni sa capacité à aller jusqu'aux pires extrémités, sans limites, ne renvoient à l'image d'un conflit, ou même à celle de la crise. Dans les cas extrêmes, elle semble s'autonomiser, devenir une fin en soi, ludique, purement destructrice ou autodestructrice par exemple. Ce qui en fait dans certains cas un phénomène de pure affirmation du sujet. L'analyse dès lors tend à dissocier le système et les acteurs, elle se centre plutôt sur l'un, ou plutôt sur les autres, et en tous cas elle constate leur séparation sans proposer l'image de médiations conflictuelles entre ces deux pôles de la réflexion, sans non plus donner à penser qu'elle traduit un simple dérèglement du système concerné - elle est bien davantage inscrite dans une mutation, un changement radical, ce qu'exprime d'ailleurs très bien le recours courant à des expressions en " post " (post-industriel, post-colonial, etc.), qui désignent toutes un dépassement, bien plus qu'un simple état d'un système. La violence, y compris dans ses expressions les plus localisées ou limitées, ou bien est expliquée par des changements planétaires, la globalisation de l'économie, ou la fin de la guerre froide, thèmes sur lesquels nous reviendrons ; ou bien elle est réduite aux calculs ou, ce qui n'est pas du tout du même ordre, à la subjectivité des acteurs, éventuellement à leur folie. Et entre les deux registres, celui du système et celui de l'acteur, la pensée insiste sur ce qui est défait, liquidé, les rapports sociaux de l'ère industrielle, le système bipolaire des relations internationales jusqu'à la chute du mur de Berlin, par exemple, bien plus qu'elle n'est capable de dessiner l'image de conflits, ou même de processus de déstructuration de rapports conflictuels, ou bien encore celle de dysfonctionnements systémiques.

Pour qu'il y ait conflit, système d'acteurs en relations conflictuelles, il faut d'une part des acteurs, d'autre part des enjeux qu'ils reconnaissent comme communs, et enfin des possibilités pour eux de s'opposer sans se détruire, et donc des mécanismes politiques ou institutionnels. Et pour qu'on puisse parler de crise, il faut qu'il y ait un système, en difficulté certes, mais qui demeure encore perceptible comme tel. Si la violence semble aujourd'hui si menaçante ou dramatique, n'est-ce pas du fait de la démultiplication des " anti-acteurs ", protagonistes, extérieurs à tout système d'action, d'une violence relevant de la seule logique de la force et de la puissance, sans débat ni relation possible avec eux ? N'est-ce pas aussi en raison des carences relatives aux procédures et processus qui permettent le fonctionnement du conflit, la relation ; n'est-ce pas encore parce que les systèmes qui ont fonctionné depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, sociaux, ou internationaux, font plus que se transformer, ils se défont, au point que la notion de crise est trop faible pour rendre

compte de leur déstructuration ? Mais n'est-ce pas aussi parce que des personnes et des groupes se vivent comme niés, interdits de subjectivité, cassés ou détruits par le mépris d'autres personnes et groupes mieux placés qui refusent de les reconnaître comme sujets ?

Bien que d'importantes distinctions opposent les pensées les mieux établies aujourd'hui, elles présentent un point commun : la plupart considèrent que le monde est de plus en plus un univers sans acteurs, et tenté par la seule loi de la jungle que constitue le marché, par le chaos ou par le choc des identités et des cultures, bien plus que par des rapports plus ou moins négociés impliquant un minimum de reconnaissance mutuelle. Qu'il s'agisse, à l'intérieur des sociétés, du fonctionnement du système des partis, avec un clivage gauche-droite qui souvent s'est brouillé, de l'affaiblissement assez général du syndicalisme et des systèmes de relations professionnelles, des modes de gestion de l'Etat-providence et, plus largement, de l'ensemble des modes de relations qu'ont inventés les sociétés industrielles depuis le XIXe siècle ; qu'il s'agisse, dans les relations internationales, du fonctionnement bipolaire que structurait l'opposition entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, ou des échecs réitérés des grandes organisations internationales, à commencer par l'ONU et ses Casques bleus en Bosnie, en Somalie ou au Liban, comment ne pas voir qu'effectivement, les procédures et mécanismes institutionnels laissent souvent la place au seul usage de la force ? Tout n'est pas ou plus conflictualisable dans ce qui pouvait l'être auparavant. Ainsi, certains chercheurs parlent de " clash " des civilisations, emboîtant le pas à Samuel Huntington [19], d'autres, de façon plus pertinente, constatent que d'intenses tensions interculturelles opèrent au sein même des " civilisations ", et pas seulement entre elles [20] ; certains voient le monde comme unipolaire, avec les Etats-Unis comme unique puissance, d'autres le perçoivent comme totalement éclaté, voire sur la voie du chaos généralisé et moléculaire, d'autres encore cherchent à dessiner une multipolarité, ce qui correspond à d'autres représentations des Etats-Unis. Mais au-delà de ces débats [21], qui parle encore d'acteurs collectifs capables de s'engager dans des conflits où la négociation et les jeux politiques à la Schelling trouveraient un espace important ? Qui résiste aux images, assurément fortes et prégnantes, de la violence comme expression, précisément, de l'incapacité de l'ère actuelle à mettre en place et à faire fonctionner des systèmes d'acteurs ? Difficile à remplir, par la pensée, d'acteurs et de conflits, le monde est peuplé par les images et les craintes de la violence et de l'insécurité, avec toutes les dérives que peuvent encourager ces images et ces craintes, et notamment la démonisation de l'Autre qui voit par exemple un terroriste derrière

chaque musulman - d'ailleurs désormais, en France, on utilise de moins en moins le qualificatif de " musulman " et de plus en plus couramment celui d' "islamiste ".

Ainsi, aussi bien comme réalité historique, que comme représentation collective et comme objet d'analyse et de réflexion pour les sciences sociales, la violence contemporaine semble bien modeler un nouveau paradigme. Du point de vue théorique, ce paradigme appelle que la violence soit analysée dans un espace théorique complexe, qui intègre mais déborde aussi bien le champ du conflit que celui de la crise, pour s'élargir, d'un côté vers la prise en compte du sujet, impossible, frustré ou fonctionnant hors système et hors normes, et d'un autre côté vers celle de conduites qui, au-delà de la crise, témoignent d'une véritable déstructuration ou de dérives menant au chaos et à la barbarie.

[Lire la suite](#)

[1] Cf. par exemple Charles Tilly, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

[2] Sur ce point, cf. par exemple Yves Michaud, *La violence apprivoisée*, Paris, Hachette, 1996.

[3] Sur les " Apaches ", ces jeunes dont les bagarres et les conduites délinquantes font penser à certains égards aux jeunes des quartiers actuels de relégation lorsqu'ils ont la rage ou la haine, et dont l'expérience a été immortalisée au cinéma par le personnage de " Casque d'or " interprété par Simone Signoret, cf. Régis Pierret, *Les Apaches*, Paris, Diplôme de l'EHESS, 1996.

[4] Cf. Michel Wieviorka, " Quatre figures du nationalisme : la question de la violence ", dans Pierre Birnbaum (ss la dir. de), *Sociologie des nationalismes*, Paris, PUF, 1997, p. 369-386.

[5] | Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996, p. 10.

[6] Jean Baudrillard, " Le degré Xerox de la violence ", dans *Libération*, 2 octobre 1995.

[7] Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspéro, 1961, préface de Jean-Paul Sartre.

[8] Cf. Philippe Gavi, Jean-Paul Sartre, Pierre Victor, *On a raison de se révolter*, Paris, Gallimard, 1974.

[9] Farhad Khosrokhavar, *Rupture de l'unanimisme dans la révolution iranienne*, thèse pour le doctorat d'Etat, Paris, EHESS, 1992. Voir aussi l'étude qu'il propose dans ce numéro de *Cultures et Conflits*.

[10] Cf. Yves Michaud, *Violence et politique*, Paris, Gallimard, 1978, qui rappelle toute l'importance de la Commission mise en place en 1968 à la demande du Président Lyndon Johnson avec pour tâche d'aller aussi loin que la connaissance peut le faire dans la recherche des causes de la violence et des moyens de la prévenir, et pour projet de " découvrir la violence dissimulée sous l'histoire paisible des Etats-Unis ".

[11] Sur ce terrorisme et ses effets sur le fonctionnement de la démocratie et l'Etat de droit, on me permettra de renvoyer à mon livre *Face au terrorisme*, Paris, Liana Lévi, 1995.

[12] Cf. notamment James B. Rule, *Theories of Civil Violence*, Berkeley, University of California Press, 198 ; et, en français, l'annexe théorique de mon livre *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988.

[13] Pierre Hassner, *La violence et la paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*, Paris, Ed. Esprit, 1995, cf. p. 83-84, qui reprennent un texte de 1964.

[14] Cf. notamment Thomas Schelling, *The Strategy of Conflict*, New York, Galaxy Book, 1963.

[15] Cf. ce qui fut la tentative la plus ambitieuse, et qui est venue en fait clore cette époque, Ted Robert Gurr, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

[16] Pierre Hassner, *op. cit.*, p. 90.

[17] Cf. notamment Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Addison-Wesley, Reading, Mass., 1978 ; Anthony Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1972.

[18] Dans *De la Guerre*, I, 28, cité par Pierre Hassner, op. cit., p. 37.

[19] Samuel Huntington, " The Clash of Civilizations ", in *Foreign Affairs*, summer 1993

[20] Cf. Yvon Le Bot, " Le temps des guerres communautaires ", dans Michel Wieviorka (dir.), *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte, 1996, p. 173-197.

[21] Pour une utile mise en perspective à partir de l'expérience américaine, cf. John Mason, " Le désalignement du consensus stratégique américain ", *Le débat stratégique américain 1994-95*, in *Cahiers d'Etudes Stratégiques*, 18, 1995, p. 21-55.

Le nouveau paradigme de la violence (Partie 2)

Quatre niveaux d'analyse

L'idée d'un nouveau paradigme est donc confortée par l'examen des changements qui renvoient aux significations, aux perceptions et aux modes d'approche de la violence. Elle n'est pas pour autant totalement établie ou démontrée, ne serait-ce qu'en raison des inflexions et des renversements de tendance qui peuvent toujours survenir dans une évolution historique. C'est pourquoi elle appelle des investigations complémentaires, à commencer par celles qui peuvent porter sur les changements relatifs aux principales sources de la violence depuis les années soixante-dix.

Il est classique, dans l'analyse de la violence, de distinguer des niveaux. Dans les années soixante, par exemple, Pierre Hassner demandait que l'on en différencie trois. Le premier était celui du système international, dont il dit qu'il renvoyait alors " à l'équilibre bipolaire de la dissuasion et, en Europe, à la division territoriale des deux blocs " [1] ; le deuxième était celui des Etats, avec leurs préoccupations intérieures et diplomatiques, et le troisième celui des sociétés, à l'intérieur des Etats, avec chacune son système politique, ses structures et leur dynamique. Cette distinction, que nous avons déjà utilisée dans des travaux portant sur le terrorisme des années soixante-dix et quatre-vingt [2], permet de réfléchir aux conditions générales du changement de paradigme de la violence, et nous la reprendrons ici, en ajoutant simplement un quatrième niveau, celui de l'individu, non pas pour introduire une quelconque psychologie dans nos analyses, mais pour insister sur un phénomène contemporain majeur, et qui pèse lourdement sur la production de la violence contemporaine : la poussée de l'individualisme moderne. A chacun de ces quatre niveaux, les changements récents sont considérables, et en les envisageant, on apporte déjà un éclairage utile sur les phénomènes de violence. Cet éclairage est complété et précisé si l'analyse prend en compte, de surcroît, les transformations qui affectent les relations entre les niveaux, leurs articulations, leur correspondance, ou, si l'on préfère, leur intégration.

Le système international

Deux changements majeurs ont affecté ce premier niveau, avec des effets considérables sur toutes sortes d'expressions de violence.

Le premier est celui de la fin de la guerre froide, qui signifie aussi la dissolution de l'Empire soviétique et le dépérissement de la bipolarité Est-Ouest. Avec cette transformation décisive, la division de l'Europe est elle-même liquidée, ou plutôt appelle d'autres catégories pour être pensée : n'y a-t-il pas, par exemple, les pays de l'ancien Empire, principalement la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, qui basculent à l'ouest politiquement (la démocratie) et économiquement (le marché), tandis que les autres hésitent à se dégager des anciens modèles communistes, ou n'y parviennent que très partiellement ? La fin de la guerre froide, c'est aussi l'entrée dans une nouvelle ère du point de vue des armes nucléaires. La dissuasion nucléaire ne peut plus être pensée aujourd'hui comme elle l'était hier, elle n'apporte plus la raison dans un univers bipolaire structurant l'essentiel des relations interétatiques à partir des deux superpuissances, et le nucléaire devient le symbole de risques majeurs de crise, de déstabilisation, de terrorisme éventuellement, sans parler de la simple catastrophe que peuvent causer un jour ou l'autre la prolifération des armes nucléaires et la dissémination de matières fissiles depuis l'ex-Union soviétique. Pierre Hassner dit que les armes nucléaires " deviennent l'exemple extrême non de l'ordre mais du fossé entre le caractère global et diffus des problèmes et le caractère partiel et spécialisé des organismes chargés de les gérer ou de les contrôler " [3], on est tenté d'ajouter qu'on ne voit pas toujours, avec la désintégration du système soviétique et la fin de la guerre froide, quels sont les organismes capables, même partiellement, d'agir efficacement face à des problèmes comme ceux que pose la dissémination nucléaire.

Le nucléaire de la guerre froide rendait peu probable, ou moins probable, la guerre entre de nombreux Etats, il apportait un contrôle partiel et inégal, mais réel, de la violence, un ordre effectivement planétaire, puisque combiné au principe de bipolarité, il interdisait la montée des violences à l'extrême, pour les deux superpuissances, mais aussi partout dans le monde : tout déplacement d'un équilibre, même local, risquait de générer l'escalade de la tension et des déséquilibres majeurs. La planète est sortie de l'ordre nucléaire, pour reprendre l'expression de Philippe Delmas [4], sans pour autant être entrée dans une ère post-nucléaire. Dès lors, conflits et violences localisés, de basse intensité, ont plus d'espace pour surgir, et il devient difficile d'empêcher qu'ils ne dégénèrent en une barbarie massive dont les massacres du Rwanda ou de l'ex-Yougoslavie ne sont peut-être que les premières expressions. La fin de la guerre froide ne doit rien en elle-même à des violences significatives, et beaucoup à la décomposition et à l'épuisement du régime soviétique ; mais elle a pour conséquence des violences, dont les plus immédiates sont celles

qui surgissent au sein même de l'ancien empire soviétique, à commencer par celles du Caucase et de la guerre de la Russie de Boris Eltsine avec la Tchétchénie.

Il est possible que la guerre froide ait fonctionné aussi comme facteur d'aveuglement sur les déterminants et les significations locaux de diverses expériences de violence des années cinquante à quatre-vingt, et que ce qui semble nouveau - l'importance des facteurs liés au jeu des acteurs sur le terrain, et non plus celle d'influences extérieures lointaines - soit en réalité surtout plus visible, ou mieux perçu. Mais l'analyse serrée de certaines de ces expériences par des auteurs attentifs à cette hypothèse montre que la fin de la guerre froide a bien apporté des modifications considérables [5].

Un deuxième changement majeur est celui que l'expression de " globalisation de l'économie " a popularisé partout dans le monde. Le phénomène n'est pas nouveau, et on trouverait chez de nombreux auteurs du XIXe siècle, par exemple chez Karl Marx, des analyses qui renvoient à l'idée d'une mondialisation de l'économie. Ce qui semble décisif, par contre, et même si l'idée en est combattue, est l'accélération du phénomène, que de nombreux économistes datent du milieu des années quatre-vingt. La notion de globalisation signifie que les économies nationales sont de plus en plus interdépendantes, que la croissance de leurs échanges est supérieure à celle de leur production, que les investissements et les flux financiers se mondialisent sous l'effet conjugué de la libéralisation des marchés et des progrès technologiques [6]. La mondialisation de l'économie mérite assurément mieux que des affirmations rapides et de plus en plus stéréotypées, qui font de ce qu'on appelle moins justement la globalisation un " mythe récurrent ", selon l'expression d'Elie Cohen, qui nous invite à éviter les illusions d'une rhétorique incantatoire où cette notion joue un rôle central [7]. Il n'est pas pour autant inutile d'évoquer les liens entre la mondialisation et le néolibéralisme qui la fonde idéologiquement, et la violence. En effet, celle-ci se nourrit, ne serait-ce qu'indirectement, des inégalités et de l'exclusion qui se renforcent avec le marché généralisé, la libre entreprise, la rigueur budgétaire et le libre-échange, et elle est sensible aux évolutions qui rendent l'échange plus important que la production et qui mettent en cause le travail, aussi bien comme signification centrale, comme sens de l'expérience humaine, que comme facteur étroitement associé à la croissance. De plus, la violence peut s'inscrire dans le prolongement de la fragmentation culturelle qu'encourage la mondialisation de l'économie (mais aussi qui l'encourage), selon des processus que Benjamin Barber fut un des premiers à décrire, dès le début des

années quatre-vingt-dix [8]. Contrairement à une idée simpliste, la mondialisation en effet, y compris dans ses aspects liés à la diffusion de biens culturels (programmes de télévision par exemple) ne contribue pas seulement à homogénéiser culturellement la planète, elle a aussi, et surtout, pour effet de stimuler des processus plus ou moins réactifs de repli identitaire, du communautarisme, du nationalisme rétracté de façon à défendre la nation contre la culture cosmopolite ou transnationale sous hégémonie nord-américaine, etc. - processus qui eux-mêmes nourrissent en retour le phénomène. Et de là, il n'est pas difficile de comprendre comment la violence vient traduire éventuellement en actes la volonté défensive, voire contre-offensive, de groupes désireux d'affirmer leur identité culturelle. Paradoxalement, le résultat peut être le même lorsqu'un groupe s'adosse sur une identité de ce type non pour résister à l'économie mondialisée, mais pour mieux y participer.

Ces dimensions de la mondialisation peuvent être lues à l'échelle planétaire, comme autant de fractures, sociales et culturelles, qui séparent les pays ou les régions bien placées, " in ", de ceux qui ne le sont pas, " out ". Elles jouent aussi, et très fortement, à l'intérieur des sociétés les plus développées, où se développent aussi bien la misère, l'exclusion, et les formes de discrimination sociale et raciale qui vont généralement de pair, que la fragmentation culturelle, avec ses éventuelles modalités communautaires, tribales ou, là encore, raciales. La mondialisation économique est dans une relation dialectique avec la fragmentation sociale et culturelle qui tout à la fois l'alimente et s'en approfondit, et qui se prolonge par des processus de naturalisation et, plus précisément, de racialisation de la vie collective, avec ce que cela entraîne de violences racistes. Ainsi, la violence et l'insécurité règnent dans de nombreuses villes des Etats-Unis, et pas seulement dans de nombreuses villes du tiers-monde, et la montée d'une violence de base raciste et xénophobe, en Allemagne ou en Grande-Bretagne est un phénomène qui a pris en quelques années un essor préoccupant [9]. On peut donc ici faire un pas de plus, et considérer que la mondialisation de l'économie, et ses liens directs avec la fragmentation culturelle et sociale, contribuent à la mondialisation de la violence, avec ses formes éclatées. Par exemple, il est utile de parler de déterritorialisation et de penser globalement, et pas seulement dans leur cadre national, les violences islamistes, de l'Algérie au Pakistan en passant par de nombreux autres pays, de noter l'existence de réseaux, de modes de communication. Mais en même temps, ces violences ne sont pas unifiées dans un projet mondial, bien au contraire, puisqu'elles mettent la plupart du temps en jeu des significations inscrites dans la scène locale ou régionale où elles surgissent.

Enfin, l'analyse du système international dans ses changements majeurs, pour être complète, doit être sensible à l'importance et à l'intensité des migrations internationales, qui ne sont pas toutes réductibles à de simples flux d'immigration, et donnent souvent l'image de relations transnationales, diasporiques, ou de " norias " entre deux pays. Les diasporas, notamment, jouent un rôle essentiel dans le domaine de l'économie criminelle et dans le soutien à des mouvements armés - un rôle qui n'est pas nouveau, mais qui s'est accentué et renforcé à travers ce que Aline Angoustures et Valérie Pascal appellent des " phénomènes de mises en réseau " [10].

Les Etats

L'Etat est traditionnellement au coeur de l'analyse de la violence, et la sociologie classique associe couramment les deux thèmes, ne serait-ce que dans la formulation célèbre de Max Weber, qui écrit, en 1919, que l'Etat " ne se laisse définir sociologiquement que par le moyen spécifique qui lui est propre, ainsi qu'à tout groupement politique, à savoir la violence physique. (...) De nos jours, la relation entre Etat et violence est tout particulièrement intime. (...) Il faut concevoir l'Etat contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé (...) revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime. Ce qui est en effet le propre de notre époque, c'est qu'elle n'accorde à tous les autres groupements, ou aux individus, le droit de faire appel à la violence que dans la mesure où l'Etat le tolère : celui-ci passe donc pour l'unique source du " droit " à la violence " [11]. Définition dont Raymond Aron avait noté l'ambiguïté, soulignant qu'on ne sait pas très bien si le concept proposé ici par Max Weber renvoie à une catégorie abstraite, purement théorique, ou à une catégorie concrète, historique, empiriquement observable [12].

La définition analytique que propose Max Weber s'applique-t-elle aussi bien qu'à son époque aux Etats que nous pouvons observer aujourd'hui ? A bien des égards, les Etats contemporains, ou du moins certains d'entre eux, sont affaiblis. La mondialisation fait qu'ils constituent moins aisément qu'auparavant le cadre territorial, administratif et politique de la vie économique, puisque les flux, les décisions, les marchés, la circulation des hommes, des capitaux, des informations s'opèrent à une échelle planétaire, et d'ailleurs en partie sous des formes illégales qui autorisent à parler d'une mondialisation du crime organisé, notamment à propos de la drogue. De moins en moins capable de contrôler l'économie, l'Etat semble dans de nombreuses situations obligé de reculer face à des activités

informelles, au marché noir et au travail clandestin ; la fiscalité devient pour lui difficile à exiger ou justifier, aléatoire, et en même temps que l'économie se privatise, la violence se privatise, moyen de piller l'Etat ou de s'attribuer les ressources qu'il devrait contrôler. L'Etat est ainsi débordé du dedans et du dehors, d'autant qu'il se crée ou se renforce des solidarités infra et transétatiques (diasporiques notamment), inscrites ou non sur des territoires précis, dont l'espace de fonctionnement ne correspond plus au sien. De plus, l'Etat, par l'intervention de ses agents, peut pratiquer ou recouvrir une violence illégitime, contraire à son discours officiel, comme en connaissent des pays démocratiques où existent la torture, les abus policiers ou militaires en tous genres, ou bien encore la délégation de l'usage de la force à des acteurs privés qui l'exercent au profit de leurs seuls intérêts [13]. Encore faut-il ajouter ici qu'un débat mérite d'être ouvert, et que, comme le montrent les travaux de Frédéric Ocqueteau sur le secteur marchand de la protection ou sur les politiques de sécurité mises en œuvre dans les centres commerciaux, les effets de la privatisation de l'usage de la force ne sont pas nécessairement à sens unique [14].

Les Etats éprouvent de plus en plus de peine à assumer leurs fonctions classiques. Le monopole légitime de la violence physique est dès lors comme atomisé et, dans la pratique, la célèbre formule wébérienne semble de moins en moins adaptée aux réalités contemporaines.

La fragmentation culturelle contribue elle aussi à cette tendance générale. Elle rend plus délicate à gérer la formule de l'Etat-nation, puisque la nation ne peut pas aussi facilement qu'auparavant réclamer pour elle le monopole ou le primat absolu de l'identité culturelle des personnes réunies au sein de la communauté imaginaire qu'elle constitue, selon l'expression de Benedict Anderson [15] : d'autres identités s'affirment, demandent à être reconnues dans l'espace public, et les chocs interculturels peuvent prendre l'allure de guerres communautaires. Là où l'Etat est ancien, comme en Europe, il s'affaiblit, là où il est récent, en Afrique, en Asie, " pur produit d'importation " selon une formule lancée par Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, il est souvent corrompu, inefficace, délégitimé du fait de ses propres carences, au point qu'on a pu parler de " panne d'Etat " et y voir une source majeure d'insécurité pour la planète : " La première question de sécurité aujourd'hui, affirme Philippe Delmas, ce ne sont pas les ambitions de puissance, c'est la panne des Etats. " [16].

Certains parlent sinon de dépérissement de l'Etat, du moins du déclin du modèle qu'il a pu constituer, évoquant par exemple un retour au

moyen-âge, un " néomédiévalisme " pour décrire l'affaiblissement des Etats-Nations et rendre compte de l'image qui se préciserait d'une " pluralité de communautés et d'allégeances, hiérarchiques ou enchevêtrées " [17] - thème lancé dès les années soixante-dix par Umberto Eco [18]. D'autres insistent sur un phénomène paradoxal, qui est l'existence, notamment dans des situations où la greffe de l'Etat moderne a abouti à la corruption, à l'inefficacité ou à la délégitimation, de demandes d'insertion dans un ordre international où la protection des territoires viendrait de puissances fonctionnant sur le modèle de l'empire, - Ghassan Salamé parle d' "appels d'empire ", celui-ci, explique-t-il, ayant " une relation plus flexible que l'Etat-Nation avec le territoire " [19]. Retour à l'empire, nouveau moyen-âge : les formulations peuvent varier, qui marquent tout à la fois l'idée d'un dépassement de la formule contemporaine de l'Etat, en même temps que d'une réinvention de ce qui fut expérimenté dans le passé.

Ce constat mérite pourtant d'être nuancé. Il n'est d'abord pas certain qu'il faille, partout où l'Etat est récent, dire de sa greffe sur des sociétés auparavant organisées autrement, en royaumes et en empires par exemple, qu'elle est un échec, et bien des arguments militent en faveur de l'idée, défendue notamment par Jean-François Bayart, selon laquelle se poursuit, en Afrique ou en Asie, " l'universalisation de quelques-uns des éléments fondamentaux de la civilisation occidentale ", incluant éventuellement l'Etat [20]. Tout n'est pas affaiblissement, décomposition en ce qui concerne l'Etat. Plus généralement, diverses expériences contemporaines suggèrent que le concept analytique d'Etat est loin d'être dépassé historiquement. Ainsi, Olivier Roy, s'intéressant plus particulièrement au Moyen-Orient et à l'Asie centrale, montre que l'Etat y demeure l'horizon indépassable des recompositions politiques, et que les groupes de solidarité infra-étatiques dont il observe les jeux et l'essor, fondés par exemple sur l'ethnicité, ne peuvent pas se passer d'Etat - " les contrebandiers ont besoin de frontières " [21]. Il est difficile de proposer une représentation unifiée et linéaire de l'évolution actuelle de la formule de l'Etat et de son adéquation aux problèmes politiques de notre époque ; et tout en acceptant l'image d'un affaiblissement de nombreux Etats dans leur capacité, qui les définit classiquement, à s'arroger concrètement le monopole légitime de la violence physique et à le faire fonctionner, il faut donc être prudent, et reconnaître qu'à la tendance à la crise de la formule classique de l'Etat, et plus encore de l'Etat-Nation, on peut opposer l'image, moins forte, mais ayant quelque pertinence, de sa pérennité, voire de son avenir.

La pensée contemporaine sur la violence est hantée par l'idée d'un dépérissement/dépassement de l'Etat. Celui-ci est de moins en moins décrit comme cause ou source ou justification de la violence, comme c'était le cas lorsqu'il s'agissait d'expliquer, dans les années soixante et soixante-dix, les luttes dites de libération, nationale ou sociale, ou de promouvoir des projets révolutionnaires ; l'Etat est désormais à nouveau, comme dans l'essentiel de la tradition de la philosophie politique au moins depuis Hobbes, la formule politique qui devrait interdire la violence physique en dehors de son champ d'action et de contrôle, et qui y parviendrait de moins en moins bien. On pourrait certes évoquer de nombreuses expériences où la violence est une réponse à la brutalité de l'Etat, à un pouvoir dictatorial ou à une oppression de type néo-colonial par exemple. On pourrait tout autant indiquer comment, ne serait-ce qu'avec l'expérience palestinienne, elle peut avoir à faire avec le désir de construire un Etat doté de tous les attributs de la souveraineté nationale. Mais la tendance dominante est ailleurs, elle est dans les expériences, beaucoup plus nombreuses, où la violence surgit ou se développe dans les carences de l'Etat.

Un paradoxe ici est que les formes les plus spectaculaires de violence ne correspondent pas nécessairement aux situations de plus grande carence, faiblesse ou absence de l'Etat. Ainsi, comparant la violence urbaine des jeunes dans deux situations présentant bien des points communs, puisqu'il s'agit de quartiers en difficulté dans les banlieues de Lyon et à Milan, Paola Rebughini [22] constate qu'en région lyonnaise, la violence a souvent revêtu un tour émeutier et spectaculaire, médiatique à la limite, alors qu'à Milan, elle est plus diffuse, plus proche de la délinquance et du crime organisé. Une des sources de cette différence renvoie à l'Etat : plus présent en France, il y est, tout à la fois, l'acteur qui cause la violence (par exemple à partir du racisme policier), et l'acteur que la violence a vocation à interpeller, ce pour des raisons aussi bien instrumentales qu'expressives : une émeute attire l'attention de la presse, et de là, la venue dans le quartier de responsables politiques, qui eux-mêmes éventuellement apporteront des moyens et des ressources nouvelles pour ce quartier. Différemment, en Italie, les espaces concernés vivent en dehors de l'Etat, l'économie clandestine ou illégale y apporte d'importantes ressources, et une violence trop visible, de type émeutière précisément, ne pourrait qu'attirer l'attention des médias dont on ne veut pas. La violence assure bien davantage ou bien la survie des uns et des autres (délinquance), ou bien le contrôle de territoires dont la privatisation implique que l'Etat soit le plus possible tenu à distance ; et comme l'Etat italien n'a lui-même guère vocation à intervenir, on

comprend bien que la violence revête un tour différent de ce que l'on observe en France.

Ajoutons une dernière remarque, très générale, empruntée à Ghassan Salamé : si l'Etat territorial classique s'effrite, alors, la forme de violence qui lui est le plus directement liée, la guerre interétatique, elle aussi prend moins d'importance, au profit d'autres formes, guerres civiles, massacres interethniques par exemple [23]. Ces formes de la violence sont parmi les plus massives et les plus spectaculaires du monde contemporain.

Mutations sociétales

Dans les années cinquante et soixante, la pensée évolutionniste, sous hégémonie nord-américaine, développait l'idée d'un one best way, selon laquelle les sociétés, dans le monde entier, étaient appelées à s'engager sur les mêmes rails d'une modernisation qui était envisagée en termes économiques - le développement - et en termes politiques - la démocratisation. Dans cette perspective, l'horizon était dessiné par les sociétés industrielles les plus avancées, et donc en premier lieu par les Etats-Unis, et la violence devait elle-même régresser au fur et à mesure du progrès.

Nous savons bien aujourd'hui qu'il existe plusieurs modèles de développement, que les progrès économiques et politiques ne signifient pas nécessairement la régression de la violence, et que les sociétés avancées peuvent fort bien combiner vives difficultés sociales et post-industrialisation. Dans les sociétés occidentales, en effet, la perte de centralité de l'industrie classique va souvent de pair avec des phénomènes de chômage et de précarisation, les rapports d'exploitation dans le travail et la production laissent la place à l'exclusion dans la définition de la question sociale. L'emploi et la croissance se séparent, et dans ce type de changements, le principe de structuration conflictuelle de la vie sociale qu'apportait l'opposition entre le mouvement ouvrier et les maîtres du travail se décompose. Dès lors, le syndicalisme et les systèmes de relations professionnelles s'affaiblissent, y compris là où ils avaient une grande vitalité, comme en Allemagne ou dans les pays scandinaves, le couple classique gauche-droite cesse de représenter un conflit social au niveau politique, les attentes politiques s'exacerbent sans trouver de lieu de médiation, les populismes se déploient, de Ross Perot aux Etats-Unis à la Ligue du Nord en Italie en passant par le national-populisme du Front national en France, et la crise sociale se combine avec la question des identités culturelles, nationales, ethniques, religieuses

pour alimenter des violences qui confortent les unes les tendances à l'éclatement des sociétés nationales, les autres les appels réactifs à l'ordre qui se défait.

Des transformations comparables affectent les sociétés des anciens pays de l'Est, pour qui la fin de l'expérience soviétique est aussi la déstructuration d'un modèle centré sur le lieu de travail qui apportait à chacun des garanties dont beaucoup étaient gérées depuis l'entreprise - emploi, logement, accès à la santé, au loisir, consommation de base, etc. Mais ne déduisons pas de ces constats l'idée d'une violence sociale ou politique directement liée à l'épuisement des rapports sociaux propres à l'industrie classique. S'il y a certainement un lien entre la violence et ces changements sociaux, ce lien n'est pas automatique et immédiat, la violence doit être pensée en faisant intervenir des médiations. Elle ne surgit pas directement de la mobilité sociale descendante, ou de la crise ; ainsi, les émeutes des quartiers de relégation de France ou d'Angleterre, celles des grandes métropoles américaines, surviennent à l'occasion d'excès policiers ou de décisions de justice inadéquates, bien plus qu'elles ne protestent contre le chômage ; la rage et la haine des jeunes s'expriment certes sur fond de difficultés sociales, mais elles correspondent d'abord à des sentiments puissants d'injustice et de non-reconnaissance, de discrimination culturelle et raciale. Le chômage et la pauvreté, y compris lorsqu'ils traduisent une chute sociale brutale, comme dans les pays de l'ancien empire soviétique, ne se soldent guère immédiatement ou directement en violences sociales - ce que l'on savait depuis l'étude classique de Lazarsfeld sur les chômeurs de Marienthal [24] -, mais plutôt nourrissent des frustrations qui transitent éventuellement par un nationalisme exacerbé, ou un appel au retour des communistes. Et s'ils alimenter des violences collectives, celles-ci sont plus racistes et antisémites, plus ou moins liées à des références nationalistes, que proprement sociales.

L'individualisme contemporain

L'individualisme, tel qu'il se manifeste avec une force croissante dans le monde contemporain, présente deux faces, complémentaires et éventuellement opposées. D'une part, l'individu moderne veut participer à la modernité, à ce qu'elle offre, qu'elle promet, qu'elle donne à voir à travers ses médias et les sollicitations d'une consommation de masse dont le spectacle est désormais mondialisé. Il entend consommer, continuer à consommer s'il l'a déjà fait, commencer à le faire s'il n'a pas encore pu. Et d'autre part, l'individu veut être reconnu comme sujet, construire sa propre existence, ne pas

être totalement dépendant de rôles et de normes, pouvoir s'en distancier sans être pour autant obligé de le faire. Il entend par exemple effectuer des choix qui l'autorisent à procéder d'une identité collective, sans lui être totalement subordonné, se produire, et pas seulement se reproduire.

Ces deux faces de l'individualisme ne sont pas une nouveauté, et d'une certaine façon, on en trouve l'évocation chez Emile Durkheim lorsqu'il distingue l'individu, qui relève du mode profane, et la personne, qui relève à ses yeux du sacré [25]. Elles entretiennent chacune, aujourd'hui, un rapport assez fort à la violence, même collective. L'acteur de bien des violences instrumentales, par exemple, s'engage à des fins économiques, il veut de l'argent pour consommer, acheter, pour lui-même et pour les siens éventuellement. Assez différemment, la violence peut revêtir un tour extrême, sans limites, en relation avec un désir, frustré, d'accéder aux fruits de la modernité, et sans qu'il s'agisse de l'utiliser comme ressource pour parvenir à des fins. Ce qui la rapproche de conduites informées par la rage de ne pas être reconnu, par le sentiment d'une injustice vécue, par l'interdiction qui est faite à l'individu de devenir sujet, et qui peuvent prendre différentes formes : explosion émeutière, mais aussi ludique, ou, pour parler comme David Le Breton [26], informée par les " passions du risque " qui peuvent alors, à la limite, devenir ordaliques ou autodestructrices, retournement contre soi de l'impossibilité créée par le système ou la situation à être acteur de son existence. La violence est ici ou bien quête et production de sens, effort pour produire soi-même ce qui était auparavant dispensé par la culture ou les institutions, projection de soi-même jusqu'à la mort éventuelle, ou bien appel à la subjectivité impossible ou malheureuse, expression d'un refus de la personne à continuer une existence où elle se sent niée. Dans cette dernière perspective, le racisme subi, en particulier, en expansion dans de nombreuses sociétés, est une expérience qui est largement vécue par ses victimes comme une profonde négation de leur individualité, ce qui peut se transformer en rage et de là en violence par exemple émeutière. Tout ceci n'est certes pas nouveau ; mais les progrès de la mondialisation rendent bien plus aigus que par le passé tout ce qui renvoie à l'individualisme, ainsi qu'aux fragilités personnelles qui vont de pair, surtout lorsqu'il s'agit de combiner les deux registres, de l'efficacité instrumentale, stratégique, et de la construction d'une subjectivité autonome [27] : personne désormais, en effet, n'ignore ce que le monde moderne peut offrir ou promettre, aussi bien comme possibilités de consommation qu'en matière de production de soi-même, mais il est bien difficile d'être à la fois consommateur et producteur de son existence, efficace et rationnel

d'un côté, autonome et distancié par rapport aux normes d'un autre côté. La violence trouve ici un triple faisceau de conditions favorables : soit que la pure rationalité stratégique commande d'en faire, plus ou moins cyniquement, une ressource ; soit que le souci de s'identifier à une identité collective aboutisse au fanatisme ou à un sectarisme guerrier ; soit enfin, dans des processus de fusion du sens, où la double impossibilité de fonctionner comme consommateur et comme producteur de son existence trouve à se résoudre dans une invention de sens imaginaire d'autant plus violente qu'elle ne trouve pas hic et nunc les moyens concrets de se transcrire en pratiques.

Ajoutons que l'individualisme exerce ses effets non seulement sur les significations, mais aussi sur les formes que peut revêtir la violence contemporaine, ce qui semble pouvoir constituer une des leçons que tire Jean-Paul Grémy d'un ensemble d'études portant sur les violences urbaines en France, lorsqu'il note que les bandes de jeunes, ou leurs regroupements à l'occasion d'émeutes dans les quartiers de relégation, procèdent d'un individualisme qui " rend particulièrement difficile les négociations en vue de l'arrêt des violences " [28].

La séparation entre niveaux ou registres peut ainsi constituer un instrument utile d'analyse. Ajoutons aussi qu'elle ne doit pas pour autant conduire à un éclatement intellectuel, dans lequel les chercheurs se spécialiseraient sur l'un ou l'autre de ces niveaux ou registres. Au contraire, la réflexion sur la violence a tout à gagner non seulement à prendre en considération des sous-ensembles clairement délimités - le système international, l'Etat, etc., mais aussi à penser leur complémentarité, leur articulation, ou au contraire leur dissociation. Peut-être même les remarques qui précèdent appellent-elles une suggestion : ne vaudrait-il pas mieux, contrairement à la tradition intellectuelle des sciences politiques, partir du bas, de l'individualisme ou des transformations qui affectent les rapports sociaux, et remonter pour l'analyse jusqu'au niveau international, dont les changements, sous leurs formes réelles ou plus ou moins mythiques (la globalisation) s'alimentent du travail des acteurs et des sociétés sur elles-mêmes, au moins autant qu'ils les informent ?

Doutes et incertitudes

Violence objective, violence subjective

Présentés certes rapidement, les changements qui affectent donc les quatre niveaux que nous avons distingués appellent une sociologie capable de les étudier de manière analytique, séparément, mais aussi

de les aborder globalement. Il n'existe pas une sociologie intégrée de la violence, qui proposerait une théorie unifiée satisfaisante, permettant d'embrasser simultanément les niveaux de la personnalité et de l'individu, ceux de la société, de l'Etat et du système des relations internationales ; mais cela n'interdit pas de s'efforcer de ne pas les séparer dans la réflexion, et notamment de faire l'hypothèse qu'une des sources fondamentales de la violence contemporaine réside précisément dans leur tendance à la dissociation. Par exemple, il est tentant d'analyser d'un côté la personnalité de jeunes " sicaires ", tueurs à gages qui, en Colombie, semblent conduits par un désir d'argent et de consommation puissant et sans barrières morales, et d'un autre côté, de traiter de l'économie planétaire de la drogue ou des relations entre les Etats-Unis et la Colombie ; mais il est beaucoup plus utile de montrer comment la violence instrumentale du jeune tueur à gages de Médellin oscille entre la politique et la criminalité, et s'inscrit dans tout un tissu de relations sociales et politiques, au niveau du quartier, de la ville, du pays, du continent, qui ne se limitent pas à l'image de deux univers disjoints, international (la drogue et son économie), et personnel ou psychologique (l'absence de normes intériorisées qui rend possible le fait d'être un tueur) [29].

Plus on entre dans ce type d'analyse, plus il devient utile de se demander quelle est la part de la violence subjective, et celle de la violence objective. Entre l'acteur, réduit à la limite à sa personnalité ou sa subjectivité, et le système, référé à des processus planétaires dont la notion de mondialisation est devenue le symbole, la violence vient emplir le vide qu'ont laissé des acteurs et des rapports sociaux et politiques défaillants. Mais un vide réel, ou un vide dans les représentations ? La tâche d'une sociologie de la violence est de montrer les médiations absentes, les systèmes de relations dont le manque ou l'affaiblissement créent l'espace de la violence : si ces médiations, si ces systèmes de relations sont plus cachés, incompris ou ignorés que réellement carencés ou absents, parce que la société concernée, ses élites politiques, ses intellectuels, son opinion se refusent à les connaître et à en débattre, alors la violence doit être analysée avant tout comme une représentation, comme la subjectivité de groupes, voire d'une société tout entière incapables de se comprendre et de comprendre leur environnement ; s'ils sont tangibles, s'il est empiriquement établi qu'il y a déficit d'acteurs et de médiations par des systèmes de relations, la violence est certainement une forte réalité objective. La sociologie doit ici faire la part des choses, montrer comment la violence contemporaine se renouvelle aussi bien dans ses perceptions subjectives que dans ses réalités historiques.

C'est pourquoi l'hypothèse d'un changement de paradigme de la violence renvoie aussi à un problème classique de la sociologie de la connaissance : la façon dont nous parlons de la violence et de ses changements contemporains, y compris dans le discours savant, est-elle simplement commandée par l'état du phénomène et par ses transformations objectives, ou par des changements les plus divers, qui se jouent aux différents niveaux qui ont été distingués ici, mais de façon relativement autonome par rapport aux faits de violence, influant sur nos perceptions et façonnant des représentations qui ne correspondent que plus ou moins artificiellement aux expressions concrètes du phénomène ? D'une expérience concrète à une autre, la réponse ne peut que varier : l'essentiel ici est d'insister sur la nécessité qu'il y a à poser la question.

Désarticulation

Si la violence a à voir avec des changements qui affectent non seulement chacun des quatre niveaux retenus pour l'analyse, mais aussi avec leur ensemble, c'est avant tout parce que ces niveaux semblent se désarticuler à partir du moment où on les considère dans leurs expressions concrètes, et pas seulement comme des catégories analytiques. Le plus décisif renvoie ici à la crise de l'Etat-Nation, affaibli dans son rôle de cadre ou d'espace principal, territorial, politique, administratif et intellectuel de la vie collective. Ainsi, il y a hiatus entre l'échelle des problèmes, planétaires, que posent l'économie et l'écologie, et les outils institutionnels, essentiellement étatiques, dont on dispose pour les traiter. A l'intérieur même de chaque pays, il devient souvent compliqué d'établir une forte correspondance entre diverses politiques, de rendre cohérentes, par exemple, la politique économique et commerciale et la politique étrangère. Ou bien encore, il est difficile de concilier la diplomatie, voire la participation d'un Etat à des institutions internationales, et la sensibilité individuelle croissante au thème des droits de l'homme, qui peut être une incitation à des interventions autres qu'étatiques, liées au droit d'ingérence. La désarticulation est la plus spectaculaire là où, société, Etat et culture formaient un ensemble relativement intégré, dans ce que, à la suite d'Alain Touraine, on peut appeler des sociétés nationales [30], ou rapports sociaux propres à l'ère industrielle, institutions assurant égalité individuelle et solidarité collective, et identité nationale formaient un système à forte cohérence, autosuffisant ou presque, qui se déstructure aujourd'hui sous l'effet du néolibéralisme et de la mondialisation.

La violence, de ce point de vue, peut résulter de l'effort de certains acteurs pour maintenir de façon de plus en plus artificielle ou volontariste ce qui se défait ; elle s'exprime, éventuellement, par des agressions à l'encontre de ceux qui sont accusés ou soupçonnés d'incarner et de mettre en oeuvre la désintégration socio-politique de la société nationale, et d'être le vecteur de l'hétérogénéité culturelle qui menacent. Elle vise alors, en priorité les immigrés, et plus largement, les groupes humains qui peuvent être le plus facilement racisés. Le racisme en Europe, y compris dans ses expressions les plus actives, les plus destructrices et meurtrières, a beaucoup à voir avec le refus réactif de la décomposition des sociétés nationales.

Un monde sans repères ?

Pour penser les formes et l'importance de la violence, n'est-il pas utile de disposer de repères permettant de distinguer, dans l'espace, des zones relativement homogènes ? Trois réponses principales, éventuellement combinées, peuvent tenter d'apporter une réponse constructive à cette interrogation : politiques (ou géopolitiques), économiques et culturelles.

Dans les années de la guerre froide, la violence pouvait être appréhendée à partir d'un découpage géopolitique tenant compte de la bipolarité du monde. Elle avait d'autant moins de chances sinon de surgir, du moins de s'étendre et de revêtir un tour politique, qu'elle risquait de mettre en cause les équilibres fondamentaux entre l'Est et l'Ouest. L'Europe était au coeur de ces équilibres, ce qui ne pouvait pas empêcher de graves violences, mais leur interdisait tout débouché politique ou géopolitique majeur. Il était alors possible de distinguer trois " mondes " ou sous-ensembles de pays : l'Occident, incluant l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, le monde communiste, et enfin les pays en voie de développement, le tiers-monde, avec ses conflits intérieurs pouvant être très violents, et des pouvoirs d'Etat plutôt faibles et instables. Avec la chute du mur de Berlin, la difficulté à penser le monde à partir de distinctions politiques ou géopolitiques est devenue si considérable qu'on a pu parler de fin de l'histoire [31].

Une autre distinction, économique, oppose le Nord, riche, et peu susceptible d'être affecté par de graves violences, et le Sud, exclu des réseaux et des flux principaux de la mondialisation, et propice aux pires violences civiles, ethniques ou autres. Mais l'exclusion exerce des ravages si profonds au sein même des sociétés les plus avancées, et les différences internes aux pays du Sud sont si considérables qu'il est difficile de penser la violence à partir de ce clivage.

Enfin, un troisième clivage, culturel, a été récemment proposé pour distinguer des civilisations, avec l'idée que la violence allait se développer, dans le monde contemporain, entre les grandes civilisations, là où elles s'entrechoquent - thèse de Samuel Huntington dont nous avons vu qu'elle revient à sous-estimer les tensions et les différences culturelles produites et reproduites au coeur même de chaque civilisation [32].

Aujourd'hui, le tiers-monde est au coeur des sociétés les plus développées, le communisme s'est effondré et avec lui l'idée d'une opposition Est-Ouest, de nouvelles puissances s'ébauchent, comme dans le Pacifique Sud, la violence a surgi, particulièrement meurtrière au Nord, et notamment en ex-Yougoslavie ; elle combine partout des affirmations culturelles et des demandes socio-économiques, tout se brouille, au point que Ghassan Salamé parle de disparition des " quatre points cardinaux ". Ajoutons que les meilleurs analystes expliquent que la notion de tiers-monde, si utilisée dans le passé, était une commodité de langage déjà bien artificielle à l'époque, un concept amalgamant des réalités hétérogènes.

Pour penser de manière différenciée le surgissement et le développement de la violence dans l'espace, il n'y a donc plus de principe géopolitique fort, les distinctions économiques sont insuffisantes, et la thèse du choc des civilisations s'avère inappropriée. Dans un monde à la fois fragmenté et globalisé, les probabilités de graves violences localisées sont grandes partout, et en même temps, les problèmes même les plus circonscrits ont bien plus que par le passé toutes les chances d'être déplacés, exportés, prolongés en dehors de leur espace initial ou naturel. La violence lorsqu'elle est liée à une cause nationale, peut revêtir un tour diasporique, et introduire de la complexité là où on ne l'attendait pas. Par exemple, la question kurde est devenue d'une importance non négligeable dans la vie interne et diplomatique de l'Allemagne, où des violences ont pu survenir en raison de la présence dans ce pays d'une forte population immigrée originaire de Turquie. De même, ce n'est pas parce que l'immigration d'origine algérienne en France s'efforce de s'intégrer massivement, dans l'ensemble, qu'il n'existe pas en son sein de sensibilité diasporique, voire des réseaux dont certains fonctionnent à l'échelle internationale et peuvent être liés à des activités de violence armée en Algérie. Ou bien encore, il est possible d'établir des liens entre la crise de tel ou tel Etat central, et celle de tel ou tel Etat du tiers-monde, ce qui apparaît de façon spectaculaire si l'on considère le caractère non seulement piteux, mais aussi scandaleux, de certaines interventions politiques ou militaires, du type de celles qu'a pu

recevoir la Somalie. " Les interventions des pays du " Centre " (sous forme plus ou moins onusienne) écrit Alain Joxe, ne sont pas de pures tentatives de remise en ordre à partir des sociétés " ordonnées ", mais des actions elles-mêmes désordonnées et désordonnantes, reflétant au départ la crise " centrale " des représentations et des acteurs de l'échelle légitime du monopole de la violence, les Etats. Il y a de la complexité et de la confusion aux deux bouts de l'expédition. " [33] .

Ce qui nous permet de préciser l'idée d'un nouveau paradigme de la violence : celle-ci doit effectivement être abordée, désormais, avec des concepts qui ne peuvent plus être ceux d'un monde bipolaire, ni ceux d'un monde où l'économie permettait de penser directement les rapports internationaux en termes de domination et d'exploitation, ou de modernisation plus ou moins avancée. Elle doit être appréhendée dans ce qui est une de ses nouveautés radicales : le fait d'être à la fois globalisée, puisque référent à des phénomènes planétaires, et localisée ; générale, et, pour utiliser le terme de Hans Magnus Enzensberger [34], moléculaire ; elle-même mondialisée, et fragmentée ou éclatée. Elle n'est pas forcément différente selon que l'on considère le centre ou la périphérie, notions qu'elle vient contribuer à affaiblir ; et par exemple il y a bien des similitudes entre les jeunes acteurs des mouvements islamistes au Moyen Orient, et les jeunes enragés des banlieues françaises, qu'ils soient ou non musulmans. Ce caractère singulier de la violence contemporaine nous oblige encore plus à réfléchir en allant d'un extrême, socio-historique, à l'autre, centré sur la personne. La violence nous interroge, non pas parce que, plus qu'à d'autres moments, nous irions vers le chaos généralisé, ou même parce que nous serions immergés dans l'incertitude accrue des lendemains de guerre froide, mais parce que nous devons apprendre à la concevoir autrement, avec la plus vive conscience d'une nouvelle donne historique et politique. Nous devons nous méfier des affirmations trop pressées qui ne veulent voir que du néo ou du retour, là où les phénomènes considérés ou bien sont réellement si nouveaux qu'ils appellent un renouvellement total de nos catégories, ou bien sont plus anciens et plus complexes que ne le suggèrent ces termes qui manquent vite de nuance, tout comme nous devons résister à l'idée d'évolutions linéaires ou de conséquences unidimensionnelles de tel ou tel phénomène - la mondialisation de l'économie, par exemple, n'exerce pas d'effets uniformes, mais bien davantage accentue de façon ambivalente certaines tendances, comme celles qui, simultanément, assurent l'internationalisation de la consommation de masse ou des produits télévisuels, et la fragmentation culturelle ; et ce n'est pas parce que la France a tardé considérablement à la découvrir qu'il s'agit d'un phénomène récent.

[Lire la suite](#)

[Revenir à la partie précédente](#)

[1] Pierre Hassner, op. cit., p. 11.

[2] Michel Wieviorka, Sociétés et terrorisme, op. cit., chap. 2 de la Première partie.

[3] . Pierre Hassner, op. cit., p. 55.

[4] Philippe Delmas, Le bel avenir de la guerre, Paris, Gallimard, 1995.

[5] Cf. François Jean et Jean-Christophe Rufin (dir.), Economie des guerres civiles, Paris, Hachette, coll. Pluriel, 1996

[6] Cf. par exemple Richard O'Brien, The End of Geography : Global Financial Integration, Londres, Piner, RIIA, 1992.

[7] Elie Cohen, La tentation hexagonale. La souveraineté à l'épreuve de la mondialisation, Paris, Fayard, 1996.

[8] Benjamin Barber, " Jihad Vs. Mc World ", in The Atlantic Monthly, march 1992, p. 53-65 ; cf. aussi en français, du même auteur, le livre qui porte ce titre, Djihad versus McWorld, Paris, Desclée de Brouwer, 1996.

[9] Cf. les textes d'Angelina Peralva sur l'expérience allemande, et de Kristin Couper et Danilo Martuccelli sur l'expérience britannique, dans Michel Wieviorka (dir.), Racisme et xénophobie en Europe. Une comparaison internationale, Paris, La Découverte, 1994.

[10] Aline Angoustures et Valérie Pascal, " Diasporas et financement des conflits ", dans Economie des guerres civiles, op. cit., p. 495-542.

[11] Max Weber, Le savant et le politique, Paris, Plon, "10-18", 1963 (1ère éd. 1919), p. 124-125.

[12] " Max Weber n'a pas choisi entre des concepts purement analytiques et des concepts semi-historiques ", écrit Raymond Aron dans Les étapes de la pensée sociologique, Paris, Gallimard, "Tel",

1967, p. 559, cité par Pierre Bouretz, Les promesses du monde. Philosophie de Max Weber, Paris, Gallimard, 1996, p. 263.

[13] Par exemple, cf. Paulo Sergio Pinheiro, " Institutions and Impunity : Violence, Crime and Police System in New Democratic Countries (the Brazilian Experience in the Context of Latin American Countries ", paper presented at the international seminar Strategies of Police Intervention in the Modern State, São Paulo, sept. 1996.

[14] Frédéric Ocqueteau, " Etat, compagnies d'assurances et marché de la protection des biens ", dans Déviance et Société, vol. 19, n° 2, p. 151-158 ; " Les centres commerciaux, cibles d'incivilités et promoteurs de sécurité ", dans Déviance et Société, vol. 17, n° 3, p. 235-260 ; " L'Etat face au commerce de la sécurité ", dans L'Année sociologique, n°40, 1990, p. 97-124.

[15] Benedict Anderson, Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism, Londres, Verso, 1983.

[16] Philippe Delmas, Le bel avenir de la guerre, Paris, Gallimard, 1995, p. 9.

[17] Pierre Hassner, op. cit., p. 56.

[18] Umberto Eco, " Verso un nuovo Medioevo ", in Dalla periferia dell'imperio, cité par Pierre Hassner, op. cit., p. 56.

[19] Ghassan Salamé, Appels d'empire. Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation, Paris, Fayard, 1996, p. 21

[20] Jean-François Bayart, " L'historicité de l'Etat importé ", dans Les Cahiers du CERI, n° 15, 1996, p. 6.

[21] Olivier Roy, " Groupes de solidarité au Moyen-Orient et en Asie centrale ", dans Les Cahiers du CERI, n° 16, 1996.

[22] Paola Rebughini, Violence juvénile dans les quartiers défavorisés. Enquête comparative (Lyon-Milan), Mémoire de DEA, Paris, EHESS, 1994.

[23] " Tout comme l'émergence de l'Etat territorial, il y a deux ou trois siècles, était allée de pair avec la guerre interétatique, l'expliquant et s'en nourrissant, l'effritement de l'Etat territorial et la prolifération des guerres civiles sont en réalité deux processus qui se renforcent

mutuellement, l'un éclairant et favorisant l'autre ", Ghassan Salamé, op. cit., p. 95.

[24] Paul Lazarsfeld et al., Les chômeurs de Marienthal, Paris, Minuit, 1981.

[25] Emile Durkheim, Les formes élémentaires de la vie religieuse, Paris, PUF, 1968.

[26] David Le Breton, Passions du risque, Paris, Métailié, 1991.

[27] Cf. Alain Ehrenberg, L'individu incertain, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

[28] Jean-Paul Grémy, Les violences urbaines, Paris, IHESI, 1996, p. 11. Notons ici qu'il n'est pas certain que l'individualisme dont parle Jean-Paul Grémy corresponde à la définition que nous venons de proposer.

[29] Cf. par exemple Carlos Miguel Ortiz Sarmiento, " El sicariato en Medellín : entre la violencia politica y el crimen organizado ", dans Analisis Politica, n° 14, sept.-déc. 1991, p. 60-73.

[30] Cf. Alain Touraine, Critique de la modernité, Paris, Fayard, 1992.

[31] Francis Fukuyama, La fin de l'histoire et le dernier homme, Paris, Flammarion, 1992. :

[32] Pour Susan George, Samuel Huntington et Francis Fukuyama sont portés par le même courant idéologique, ce que confirmerait le fait que tous deux ont bénéficié de fonds Olin, destinés à " renforcer les institutions économiques, politiques et culturelles sur lesquelles est basée l'entreprise privée " (Susan George, dans Le Monde Diplomatique, août 1996).

[33] Alain Joxe, " Nouveau paradigme stratégique : la révolution dans les affaires militaires ou la guerre de l'information ", dans Cahiers d'Etudes Stratégiques, op. cit. , p. 85.

[34] Hans Magnus Enzensberger, La Grande Migration, suivie de Vues sur la guerre civile, Paris, Gallimard, 1995.

Le nouveau paradigme de la violence (Partie 3)

Violence et crise de la modernité

Considérons, à la suite d'Alain Touraine, que la modernité relève d'un dualisme sous tension entre la raison et la culture, entre le monde objectif et le monde de la subjectivité, entre la rationalisation et la subjectivation [1]. Dans cette perspective, le monde contemporain peut être appréhendé comme soumis à des risques croissants de déchirement entre les deux pôles qui définissent la modernité. D'un côté, le monde de la technique, des marchés, de la science et de l'économie néo-libérale, de l'autre celui des identités communautaristes ou sectaires ; d'un côté, le règne de l'instrumentalisme, du calcul, du pouvoir, de l'autre celui des cultures malmenées ou agressives. D'un côté le système, de l'autre les acteurs : la crise de la modernité, et, dans son prolongement, la tentation post-moderne sont dans la dissociation complète de ces couples dont la tension définit la modernité.

De ce point de vue, la violence contemporaine peut être analysée comme un vaste ensemble d'expériences qui, chacune à sa manière, traduisent le risque d'éclatement post-moderne, voire son ébauche. Et, dans ces déchirements, une hypothèse première mériterait d'être explorée : celle d'un éclatement des espaces politiques et d'une distorsion du spectre général de la violence à partir de ses dimensions politiques. La violence reste couramment installée au niveau politique ; mais nous devons être sensible aux dimensions qui font qu'elle se complète, plus peut-être qu'auparavant, par des formes qui la débordent par le bas et par le haut.

Dans les années soixante et soixante-dix, nous l'avons dit, la violence politique, mettant en cause des systèmes politiques et des Etats, revêtait en effet une importance considérable. Sans base sociale réelle, le terrorisme d'extrême-gauche relevait de projets révolutionnaires de prise du pouvoir d'Etat, celui d'extrême-droite avait des visées du même ordre ; les mouvements de libération nationale entendaient libérer une nation d'une domination étrangère pour constituer son propre Etat. Il existe certes, aujourd'hui comme hier, de nombreuses et importantes expériences de violence politique dans le monde. Mais une tendance non négligeable est à l'oeuvre, qui déplace le phénomène vers des orientations d'une part infrapolitiques, d'autre part métapolitiques. Ce que note aussi Pierre Hassner, pour

qui, la clef de l'évolution contemporaine " semble résider dans le déficit du politique à l'intérieur des sociétés actuelles et, plus encore, sur le plan international " [2].

La violence infrapolitique

La privatisation croissante de l'économie, là où elle était davantage contrôlée par l'Etat, ou là où elle le serait dans des situations plus traditionnelles, constitue un encouragement massif à la privatisation de la violence, dont le caractère politique s'atténue ou se dilue. Dans bien des cas, en effet, il s'agit pour les protagonistes de la violence non pas de viser le pouvoir d'Etat pour y accéder, ou de tenter de pénétrer au sein d'un système politique, mais de tenir l'Etat à distance pour se livrer à des activités économiques, au trafic de la drogue, d'objets volés, mais aussi d'enfants ou d'organes humains, etc. On voit ainsi des guérillas se transformer en gestionnaires de territoires où elles peuvent s'associer au narco-traffic, ou se l'approprier, par exemple en Colombie, ou bien encore, simplement, exploiter des ressources qui en elles-mêmes ne présentent rien d'illégal, mais hors de toute subordination à l'Etat, sans payer d'impôts ni de taxes, ni de droits de douane ; des acteurs pris dans la spirale du terrorisme et de la violence politique extrême se révèlent éventuellement des trafiquants pensant en termes d'accès à l'argent autant peut-être qu'au pouvoir politique, comme le suggèrent les analyses de la lutte armée en Algérie, où certains épisodes ne se comprennent pas sans référence à des conflits entre groupes islamistes, ou entre certains de ces groupes et les forces armées pour s'approprier un monopole local de l'extorsion ou du trafic, le trabendo, qui peut porter aussi bien sur des denrées illégales que sur des produits conventionnels, alimentaires par exemple [3]. On voit aussi des mafias ou assimilables se développer, en particulier dans l'ancien empire soviétique, disposées à recourir à la force pour défendre leurs intérêts ; ces acteurs sont susceptibles de s'en prendre à l'Etat s'il se montre trop entreprenant à leur égard ou pas assez distant - l'expérience italienne des années quatre-vingt-dix, avec les assassinats de hauts représentants de l'Etat est ici un cas impressionnant. Là où la pratique du kidnapping, très limitée, correspondait à des fins politiques dans les années soixante-dix, au Brésil par exemple, elle se développe, mais à des fins strictement crapuleuses - remarque qui pourrait concerner bien d'autres pratiques illégales et brutales d'extorsion de fonds. La privatisation de la violence peut passer par une perversion, lorsque ceux qui détiennent l'usage légitime de la force, la police, les forces armées, y recourent à des fins crapuleuses, abusant de leurs armes et de leur impunité. Elle ne signifie pas forcément la barbarie, la loi de la

jungle. Mais elle s'en rapproche, autorisant des conduites plus ou moins sauvages qui peuvent, à la limite, viser à terroriser quiconque est susceptible de s'opposer aux intérêts et au pouvoir des acteurs qui exercent la force ainsi privatisée. Une des conséquences de la privatisation de la violence et de l'activité économique croissante des acteurs armés est que les populations civiles la subissent de façon dramatique, par exemple sous la forme de la prédation.

Liée au contrôle et à l'accumulation de ressources économiques, la violence n'est pas nécessairement l'arme des pauvres. Ainsi, une étude sur les dimensions économiques de la violence en Colombie aboutit au constat que " l'analyse, au niveau municipal, de l'évolution des différents acteurs organisés de la violence montre, plus qu'un affrontement idéologique, un conflit pour le territoire et pour les fruits des activités économiques les plus rentables. C'est pourquoi, les conflits et les violences se rencontrent plus souvent dans les zones les plus dynamiques et moins souvent dans les communes les moins avancées, à faible activité économique " [4]. Une question qui se pose ici, comme ailleurs, est celle de la nouveauté de ces phénomènes. Là encore, l'essentiel est plutôt, semble-t-il, dans leur extension récente, leur démultiplication, qu'observe également Jean-Christophe Rufin pour qui " le désinvestissement des grandes puissances et le désastre économique de nombreux pays ruinés par la guerre ont poussé les mouvements de guérilla à pratiquer ouvertement et à grande échelle ce qu'ils avaient pris l'habitude de faire discrètement et modestement (...) Les guérillas des années quatre-vingt-dix ont tendance à reposer sur de véritables économies d'échange, voire de production (...) Le changement du contexte international lié à la fin de la guerre froide n'a pas créé ex nihilo ces nouveaux mécanismes d'alimentation des conflits. Mais il a certainement contribué à généraliser certaines pratiques jusque là marginales... " [5].

Sur un tout autre registre, la violence infrapolitique est également, dans les démocraties, une caractéristique des phénomènes racistes et xénophobes, qui n'ont guère sinon de légitimité, du moins de légalité dans l'espace public. Quand un parti d'extrême-droite à idéologie raciste et xénophobe se développe, il ne lui est pas possible d'en appeler clairement à des conduites de violence, ni même de les reconnaître ou de s'en solidariser, comme on le voit en France avec le Front national, à qui son souci de respectabilité et d'inscription dans le champ politique interdit la violence. Celle-ci apparaît aux confins du politique, elle cherche à s'y installer, mais elle est pour l'essentiel infrapolitique, faite de harcèlement (racial harassment disent les Britanniques), et de conduites éclatées.

Mais ne nous y trompons pas. Si dans certaines expériences le caractère infrapolitique de la violence est lié à une dégénérescence du phénomène, qui perd ses caractéristiques politiques au profit d'une privatisation liée au désir de contrôler des ressources économiques, de l'argent, un territoire, dans d'autres il traduit une hésitation de l'acteur, qui oscille entre les deux niveaux sans trop savoir auquel il va se fixer, et dans d'autres encore, il constitue une forme plus prépolitique qu'infrapolitique, le début d'une trajectoire susceptible de se hisser à terme au niveau politique. On a vu par exemple des jeunes réellement osciller entre délinquance et terrorisme politique d'extrême-gauche au début des années quatre-vingt à Milan [6], on observe que les jeunes déclassés de Brazzaville forment des groupes qui relèvent de la milice politique, aussi bien selon les périodes, que de la bande armée [7] ; mais on constate aussi qu'aux Etats-Unis, la rage sociale de " paumés " de la société américaine ", selon Laurent Zecchini [8], alimente des rancœurs qui se cristallisent sous la forme de milices d'extrême-droite racistes, antisémites, hostiles à l'Etat fédéral et aux organisations internationales comme l'ONU. Les grandes transformations planétaires et la crise des Etats constituent un facteur favorable à la privatisation de la violence, qui devient alors infrapolitique ; mais elles sont aussi un facteur, jouant en sens inverse, d'encouragement aux yeux d'acteurs qui peuvent être tentés, par exemple, de transformer une rage ou une colère sociale en violence politique. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, la violence politique a surtout traduit la fin d'une époque, la décomposition de systèmes sociaux, politiques et étatiques. Elle combinait la réaction à l'ordre étatique, perçu comme avant tout répressif, et l'appel révolutionnaire au changement. En cette fin de siècle, la violence sociale, celle des émeutes par exemple, ou identitaire, ethnique ou religieuse, plus ou moins informée par une forte subjectivité malheureuse, est plus la tendance dominante que la violence politique, mais rien n'interdit de postuler à terme, que celle-ci se reconstitue, prélude alors peut-être à une recomposition de systèmes sociaux, politiques et étatiques aujourd'hui affaiblis. On peut ainsi faire l'hypothèse que l'apparition du terrorisme interne aux Etats-Unis, où il semblait improbable, annonce ou constitue l'amorce de changements politiques et sociaux importants dans ce pays, et pas seulement l'expression d'une rébellion contre l'Etat fédéral affaibli. Mais dans l'ensemble, l'importance de la violence infrapolitique dans le monde contemporain est qu'elle semble bien plus liée à l'affaiblissement des Etats et à des pratiques relevant du crime organisé, voire de la criminalité la plus banale, mais démultipliée, effrénée, qu'à l'annonce de conflits sociaux et politiques dont elle constituerait la phase primitive. La criminalité organisée va souvent de

pair avec, au sein de la population, des opinions très négatives sur l'Etat, sa justice, sa police ; mais elle peut difficilement être lue comme l'expression de révoltes qui se cherchent, dans l'attente par exemple d'une prise en charge idéologico-politique comme celle qu'ont pu offrir le socialisme et le communisme dans le passé. Il est vrai que certains trafiquants sont perçus localement, dans les zones de production de la drogue notamment, comme des bienfaiteurs qui apportent des ressources, des revenus, voire dans certains cas des garanties minimales en matière par exemple de santé ; que souvent, des criminels sont l'objet d'un jugement plus positif de la part de la population des lieux où ils surgissent que l'Etat, les institutions et leurs représentants. Mais il est difficile d'appliquer aux acteurs du crime organisé le rôle prépolitique d'annonceurs d'une contestation populaire, ou d'y voir une figure comparable à celle du bandit social, tel qu'il fut analysé par Eric Hobsbawm [9].

Mais ne réduisons pas la violence infrapolitique à ses seules dimensions de violence privée, instrumentale ; à bien des égards, la violence gratuite, ludique, liée éventuellement au goût du risque, à un désir d'aventure, à l'effort pour produire ou atteindre un surcroît de sens relève aussi de ce niveau, tout comme celle qui est le contraire de la quête de sens, et est plutôt abolition de tout sens dans la pure jouissance d'une violence débridée (du type de celle pratiquée par les supporters décrits par Buford dans son livre si impressionnant [10]).

La violence métapolitique

La violence s'élève parfois au-delà du politique, vecteur alors de significations qui lui confèrent une allure intransigeante, non négociable, une portée religieuse, idéologique ou éthique qui semble absolue. Elle est alors sans frontières, et les enjeux qu'elle vise sont à ce point vitaux pour l'acteur qu'il peut, dans les cas extrêmes, y sacrifier sa propre existence, se détruire en vertu d'une pléthore de sens qu'il s'agit pour lui d'affirmer sans réserve. La violence métapolitique n'est pas apolitique, elle est une visée où les enjeux politiques sont à la fois associés et subordonnés à d'autres enjeux, définis en termes culturels, religieux par exemple, qui ne souffrent aucune concession. La crise de la modernité est hautement favorable à ce type de violence, dans laquelle des significations identitaires, dissociées de toute insertion dans un espace relationnel de type politique, trouvent à s'exprimer d'une façon d'autant plus aiguë que l'acteur se mobilise à partir de frustrations que la modernité a fait naître en lui. Lorsque la communication internationale diffuse dans les endroits les plus reculés les images du bonheur à l'occidentale, lorsque

la consommation des biens matériels et culturels est un spectacle quotidien, télévisé, ou perceptible dans les vitrines de magasins d'entrée de fait interdite, lorsque l'accès à l'argent et aux fruits de la science et du progrès est soudain refusé ou perdu, et que le sentiment d'une immense frustration sociale se sublime en convictions religieuses, nationales ou ethniques, alors il est possible que la violence s'empare de l'acteur, le mobilise dans des projets politiques où l'identité devient une ressource, et où le politique est subordonné aux exigences de Dieu ou de la Nation. Les grandes mobilisations islamistes relèvent de cette logique, fusionnant le politique et le religieux sous la domination du second ; elles peuvent aller très loin, rebondir éventuellement, et par exemple revêtir un tour extrême lié non plus aux espoirs que portait une utopie religieuse, mais à leur retombée et à la perte de sens corrélative. Elles peuvent alors conduire l'acteur jusqu'au sacrifice de sa propre existence - on retrouve ici le martyrisme mortifère, qu'éclairent les travaux de Farhad Khosrokhavar [11].

Ce qui nous met en face de deux logiques, analytiquement distinctes, mais que vient éventuellement combiner la violence dans ses manifestations concrètes. D'une part, la violence peut venir traduire d'intenses difficultés sociales, y compris en se revendiquant de significations culturelles, religieuses notamment : c'est ainsi qu'au Moyen-Orient, une des sources de l'islamisme réside dans les demandes sociales non satisfaites portées par des déshérités - tel était d'ailleurs au Liban, dans les années soixante-dix, le qualificatif dont s'était doté le mouvement chiite dirigé par l'Imam Moussa Sadr. D'autre part, elle est éventuellement mise en oeuvre par des personnes qui ont cru pouvoir participer à la modernité, ou qui y ont effectivement participé avant d'en être expulsées, ce qui en fait des laissés-pour-compte, victimes du progrès, radicalisés par le sentiment d'une déchéance injuste. Les deux logiques se mêlent aisément, par exemple quand les demandes sociales sont exacerbées par les promesses non tenues de la modernité, ce qui les lestent de frustrations et font qu'elles ne sont plus seulement de l'ordre de la revendication, mais aussi de celui de la rage et de la colère. Transmutées en projet religieux, plus que national, et même prises en charge par des promesses religieuses que l'idée de Nation n'est pas ou plus capable de tenir, la rage et la colère portent alors l'acteur jusqu'aux violences les plus radicales, éventuellement capitalisées ou orientées, voire manipulées par des leaders ou des organisations qui, eux, fonctionnent de façon politique. Le martyrisme traduit ainsi une mobilisation collective débordant le champ politique, il exprime un sens le dépassant, jusqu'à ce que ceux qui exercent le pouvoir, dans

ses éventuelles modalités politico-religieuses, n'en aient plus besoin, par exemple parce qu'il se routinise : la violence alors devient impossible, il ne reste à ses acteurs que le désespoir, que quelques-uns transforment en cynisme et d'autres en participation redevenue banale à la vie sociale ou politique.

La frustration peut donc s'exacerber lorsqu'elle cumule un rapport déçu à la modernité, une expulsion, et un épuisement des perspectives de renversement historique de la situation qu'a pu faire naître, par exemple, un processus révolutionnaire en fin de course. Elle se rencontre dans des milieux sociaux les plus divers, elle peut concerner aussi bien le paysan dépayanné du Moyen-Orient, attiré par la ville et ses lumières, et profondément déçu par ce qu'elle peut lui offrir, que l'ingénieur japonais qui ne trouve pas dans l'entreprise industrielle un lieu de réalisation professionnelle, et qui se tourne vers la secte Aum. Elle n'est pas un simple mécanisme psychologique, mais le fruit d'une tension entre les attentes de l'acteur, et ce à quoi il accède, tension d'autant plus insupportable qu'elle est aiguisée par un individualisme qui ne trouve pas les voies de se réaliser, et par le spectacle d'un monde globalisé qui devient inaccessible ou qui le rejette. Jean-François Bayart a raison de nous demander de ne pas être dupes ou naïfs face à l' "illusion identitaire ", où l'identité n'est souvent qu'une ressource manipulée à des fins politiques ; mais il arrive aussi que les significations de l'identité débordent le cadre politique, et par la même occasion les acteurs qui s'efforcent de les y contenir.

Violence et identités

Ainsi, si la violence semble à ce point correspondre à un nouveau paradigme, lui-même inscrit dans le contexte général de la crise de la modernité, c'est qu'elle semble, bien plus qu'avant, porter des significations plus culturelles que sociales, et être le fait d'acteurs définis avant tout par une identité. Purification ethnique, sectarisme, intégrisme, fondamentalisme, etc. : le vocabulaire courant renvoie constamment à l'image de mouvements et d'acteurs dont la violence serait d'autant plus terrifiante qu'elle ne s'accommode d'aucune négociation, d'aucun compromis, qu'elle véhicule des significations qui sont nécessairement de l'ordre du tout ou rien.

Encore faut-il d'abord distinguer deux types de significations identitaires. Les unes, en effet, sont ce qui reste d'une tradition ou d'une culture ravagée par les progrès de la raison et de l'universel occidental conquérants ; la violence est ici avant tout une résistance de l'identité menacée, ou en cours de destruction. Les autres sont le

produit du travail de la modernité sur elle-même, elles sont construites bien plus que reproduites, même si leur construction passe par des "bricolages", selon l'expression de Lévi-Strauss, c'est-à-dire par le recours à des matériaux empruntés à une tradition ou à un passé historique ; la violence, ici, ne traduit pas une résistance à la modernité triomphante, elle est l'expression de son déchirement, dans lequel la subjectivation se sépare de la rationalisation, et s'y oppose par la construction d'une identité collective. Dans la pratique, la violence identitaire peut associer ces deux logiques, mais elle est bien plus rarement ou partiellement qu'on croit pré ou anti-moderne, et bien davantage post-moderne, fruit alors de la crise ou de l'échec de la modernité. Elle prend un tour radical lorsqu'elle incarne en les combinant fortement le rejet de la modernité, et son éclatement, lorsque l'acteur est tout à la fois dans le regret du passé, de la tradition détruite, brisée, fragmentée, mais pas totalement disparue, et engagé dans un processus de construction de lui-même qui l'inscrit dans un communautarisme post-moderne. L'islamisme, partout dans le monde, doit beaucoup, dans ses expressions les plus meurtrières, y compris terroristes, à cette combinaison de références à la tradition perdue, et de construction ou d'invention d'une identité qui n'est pas celle de l'islam le plus traditionnel. De même, les sectes qui passent à la violence destructrice ou autodestructrice peuvent donner l'image de la perpétuation d'une tradition, mais en fait elles constituent toujours une invention qui peut s'avérer sensible à la conjoncture générale, à l'environnement social et politique dans lequel elles se forment.

La violence identitaire n'est donc traditionnelle que de façon très limitée. De plus, elle est toujours bien plus intimement liée à des aspects sociaux que ne le laissent penser les expressions qui la désignent généralement. Elle peut traduire sur un mode religieux, national ou ethnique des problèmes de pauvreté, ou des frustrations, ou bien s'y amalgamer, combinant des significations sociales et culturelles. Elle tend par ailleurs, très souvent, à naturaliser ces significations, en particulier sur le mode du racisme. De ce point de vue, la poussée des identités est un facteur puissant de racialisation de la vie collective, à partir de laquelle s'ouvre l'espace de violences qui, par exemple, se veulent purificatrices.

Enfin, la violence identitaire, lorsqu'elle se réclame de significations religieuses ou ethniques, peut traduire l'échec ou les carences de projets politiques pensés dans les catégories plus classiques de la modernité, à commencer par celles qui mettent en avant ou bien l'universel de la classe et de la révolution prolétarienne, ou bien celui de la nation et de l'Etat-Nation. L'islamisme radical, dans de

nombreuses expériences, s'est construit dans la foulée de mouvements se réclamant du marxisme-léninisme ou d'un nationalisme, notamment arabe ou palestinien, et dans l'échec de ces mouvements. On le voit nettement, par exemple, avec l'essor d'un terrorisme islamiste se réclamant de la cause palestinienne et se développant dans sa crise.

La violence contemporaine est au carrefour du social, du politique et du culturel dont elle exprime couramment les transformations et l'éventuelle déstructuration. Elle peut circuler d'un registre à un autre, par exemple être d'abord sociale avant de s'élever au niveau politique, ou au contraire constituer une privatisation dont les enjeux, de politiques, deviennent purement économiques, ou bien encore passer de frustrations sociales à un effort pour mobiliser des ressources culturelles sur un mode métapolitique. Surtout, elle semble - au moins provisoirement - ne pas être dans une correspondance aussi étroite avec la politique et avec l'Etat que ce que suggère Max Weber, pour qui l'essence du politique et, plus encore, de l'Etat, est dans le moyen spécifique, qui leur est propre, que constitue la violence physique et son usage plus ou moins réglé. A la limite, elle semble parfois constituer bien plus l'envers du politique défaillant, la marque de la panne d'Etat, que l'essence de l'un ou de l'autre. La planète est dans une ère de mutation, où la violence politique trouve une place qui demeure considérable, et selon des modalités relativement classiques, mais où aussi se déploient des violences infra et métapolitiques qui constituent les expressions les plus significatives, mais peut-être provisoires, de cette mutation. Ces violences portent bien plus que la violence politique, qui se doit d'être froide, calculée, instrumentale, la double marque de l'individualisme moderne, qui fait que chaque personne, même très jeune, est susceptible de vouloir exister comme individu-consommateur et comme sujet. Nous les avons appelées infra et métapolitiques pour marquer, tout à la fois, leur différence par rapport à des conduites plus classiquement politiques, et le fait qu'elles ne peuvent néanmoins être appréhendées abstraction faite du politique. Car ces violences désignent le politique comme le lieu central à partir duquel elles doivent être pensées ; mais un lieu qui semble se caractériser par du déficit, de fortes carences, en même temps que par l'ébauche, çà et là, de redéfinitions d'autant plus difficiles à élaborer qu'elles doivent englober des attentes et des demandes, individuelles et collectives, qui se sont considérablement renouvelées au cours du dernier quart de siècle.

Disons-le plus nettement. S'il faut parler d'un nouveau paradigme de la violence, ce n'est pas seulement en promouvant l'image d'un

changement historique qui elle-même appelle bien des nuances, puisque le sens de l'évolution n'est pas linéaire, et qu'elle n'est pas partout la même ; ce n'est pas non plus seulement en mettant en cause les catégories classiques de l'analyse de la violence, qui opposent ses dimensions instrumentales et expressives, et parlent ou bien de ressource dans des conflits ou bien de conduites de crise.

En fait, si paradigme nouveau il y a, c'est aussi, et surtout, dans la mesure où la crise de la modernité est telle, désormais, que les conflits systémiques de l'ère antérieure ont perdu leur rôle structurant, ce qui alimente le déclin du politique, et que la décomposition des anciens principes d'ordre rend la notion de crise trop faible pour rendre compte de situations dominées par la déstructuration et le chaos.

Dans cette perspective, deux dimensions méritent d'être soulignées. La première tient à la montée en puissance de violences instrumentales jouant pour l'essentiel à un niveau infrapolitique : lorsque l'ordre se défait, la violence fonctionne sur un modèle hobbesien, elle est la ressource principale dans les luttes de tous contre tous. L'instrumentalité procède alors non pas tant du jeu d'acteurs stratégiques pris dans des conflits, mais bien davantage de la déstructuration de systèmes d'ordre, et donc de logiques de crise poussées à l'extrême.

Mais une seconde dimension est plus importante. Il s'agit de la portée des formes et des significations de la violence lorsqu'elles sont autres que strictement instrumentales.

D'une part, la violence vient alors signifier la perte, le déficit, le manque de conflit, l'impossibilité de l'acteur à structurer sa pratique dans une relation d'échange plus ou moins conflictuelle, elle exprime le décalage ou le fossé entre les demandes subjectives de personnes ou de groupes, et l'offre politique, économique, institutionnelle ou symbolique. Elle est alors la marque d'une subjectivité niée, cassée, écrasée, malheureuse, frustrée, ce que dit l'acteur qui ne peut exister comme tel, elle est la voix du sujet quand il n'est pas reconnu, mais plutôt rejeté, et par exemple enfermé dans la nasse que dessinent l'exclusion sociale et la discrimination raciale. De ce point de vue, la violence est susceptible de jaillir dans l'interaction ou le choc des subjectivités niées ou brisées, comme on le voit lors de certaines émeutes, où le sentiment de ne pas être reconnu de la part des émeutiers renvoie les policiers à la conviction, symétrique, d'être dévalorisés ou insultés par ceux qu'ils doivent réprimer.

Et d'autre part, la violence, plutôt que d'exprimer en creux ce que la personne ou le groupe aspire à affirmer, devient pure et simple négation de l'altérité, en même temps que de la subjectivité de celui qui l'exerce, elle est expression déshumanisée de la haine, destruction de l'Autre, elle tend à la barbarie des purificateurs ethniques ou des éradicateurs.

Ces deux orientations de la violence, l'une marquée par la subjectivité impossible ou malheureuse, l'autre par son absence ou sa perte, peuvent fort bien coexister chez le même acteur, appelant éventuellement des sentiments ambivalents, de compréhension pour sa face meurtrie et sa subjectivité déniée retournée en violence, et de refus tranché pour sa face sombre et purement destructrice. Elles peuvent n'être que passives, intériorisées, ou devenir actives, notamment dans des situations d'interactions où se télescopent des personnes ou des groupes en fait définis par les mêmes logiques de peur et de privation ou de négation. Et elles ne sont susceptibles de résorption que sous des conditions complexes, dont les plus décisives renvoient à la reconstitution de l'échange et de la communication entre acteurs.

Ce qui nous conduit à nos dernières remarques. Si la violence, même non-politique, infra ou métapolitique, renvoie au lieu central que constitue le politique, cela veut dire qu'elle surgit et se déploie dans les carences et les limites du jeu politique, et qu'elle peut aussi, si les conditions politiques sont réunies, régresser ou disparaître à l'occasion d'un traitement institutionnel des demandes qu'elle vient traduire. Parmi ces conditions, certaines tiennent aux acteurs eux-mêmes, et en particulier à leur capacité à se constituer en sujets conscients de ce qu'une ouverture politique ou institutionnelle peut leur apporter. Comment ne pas saluer ici les " Zapatistes " du Chiapas, en rupture avec une logique de guérilla et soucieux d'obtenir une reconnaissance démocratique combinant le respect des droits de l'homme et celui de leur identité collective [12] ? Et d'autres conditions tiennent à la capacité d'acteurs politiques à imposer, par la conviction ou par la pression, des formules d'échange, de négociation, de débat où les protagonistes de la violence apprennent à transformer le non-rapport qu'elle constitue, en communication et relation, même hautement tendue et conflictuelle. Le déclin de la violence est souvent conditionné par la conjonction de facteurs propres aux acteurs - capables d'être sujets, et de s'écarter de logiques de pure haine ou de barbarie - et de facteurs propres au système au sein duquel ils évoluent, et aux acteurs politiques qui y exercent une influence.

[Revenir à la partie précédente](#)

[Revenir à la première partie](#)

* Michel Wieviorka est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

[1] Alain Touraine, Critique de la modernité, op. cit.

[2] Pierre Hassner, " Par-delà la guerre et la paix. Violence et intervention après la guerre froide ", dans Etudes, sept. 1996, p. 153.

[3] Cf. sur le trabendo, Séverine Labat, Les Islamistes algériens, Paris, Seuil, 1995. Luis Martinez dans " Les groupes islamistes entre guérilla et négoce. Vers une consolidation du régime algérien ", Les Etudes du CERI, n° 3, août 1995, p. 26, considère même que les GIA relèvent à bien des égards de la PME et de l'import-export libéré de la tutelle de l'Etat et que la " guerre civile, trois ans après son déclenchement, s'apparente de plus en plus à un instrument de promotion sociale et d'enrichissement personnels " - ce qui constitue une vision qui peut apparaître excessive tant le politique s'y estompe.

[4] Camilo Echandia Castilla, " Colombie : dimension économique de la violence et de la criminalité ", dans Problèmes d'Amérique latine, n° 16, janvier-mars 1995, p. 78.

[5] Jean-Christophe Rufin, " Les économies de guerre dans les conflits internes ", dans Economie des guerres civiles, op. cit., p. 43-44.

[6] Fabrizio Calvi, Camarade P.38, Paris, Grasset, 1982.

[7] Rémy Bazenguissa-Ganga, " Milices politiques et bandes armées. Enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés ", Les Etudes du CERI, n° 13, avril 1996. On trouve des phénomènes comparables dans de nombreuses autres expériences urbaines, par exemple, encore en Afrique, R. Marchal, " Les mooryaan de Mogadiscio. Formes de la violence dans un espace urbain et guerre ", Cahiers d'Etudes Africaines, vol. 33, n° 2, 1993, p. 295-320.

[8] Le Monde, 30 juillet 1996 : " Les 'Freemen' - comme très souvent les membres des milices d'extrême-droite - sont souvent des 'paumés' de la société américaine ", p. 2.

[9] Eric Hobsbawm, Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne, Paris, Fayard, 1968.

[10] Bill Buford, Parmi les hooligans, Paris, Christian Bourgois, 1994 (1990).

[11] Cf., outre ses ouvrages déjà cités, Farhad Khosrokhavar, " Le martyr révolutionnaire en Iran ", dans Social Compass, 43 (1), 1996, p. 83-100.

[12] Cf. Yvon Le Bot, sous-commandant Marcos, Le rêve zapatiste, Paris, Seuil, 1997.